5e Année, N° 92 - 15 Novembre 1929

Prix : 2 francs

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Le grand krach boursier de New-York annonce-t-il une crise économique ?
par R. LOUZON

GHEZZI RESTE EN PRISON
par JACQUES MESNIL

L'AUTONOMIE SYNDICALE, FORMULE D'AVENIR
par PIERRE MONATTE

Lettre de Palestine
par J. PÉRA

A TRAVERS LES LIVRES : La Révolution défigurée, par Léon Trotsky (Roger Hagnauer).

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME : Le Congrès de la Fédération Autonome des Fonctionnaires (M. Chambelland). — Les démolisseurs à l'œuvre : les Ports et Docks et la victoire de Nantes ; Le Congrès de l'Union Etat ; La dérobade communiste au Gaz de Paris ; L'assemblée du Livre-Papier parisien (L. Mino).

FAITS ET DOCUMENTS : Les faits de la quinzaine. — Une déclaration de la C. E. de l'Union Etat. — La résolution d'orientation des fonctionnaires. — Les mineurs confédérés et la rationalisation. — Trotsky en France et les communistes.

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Administration et Rédaction : 54, rue du Château-d'Eau -:- PARIS (10e)

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Adm. : 54, r. du Château-d'Eau Paris-Xe

Téléphone : Botzaris 21-32

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Auffrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. et J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marret, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à M. Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99).

PERMANENCE POUR LA REDACTION ET L'ADMINISTRATION :

Tous les après-midi, sauf le dimanche, de 14 à 19 heures

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible :

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927, 1928.

Les numéros d'une année : 40 francs.

Reliés « Selflior » : 48 fr. 50 (franco 50 fr. 50).

Reliez vous-mêmes "La Révolution Prolétarienne" "LE SELFLIOR"

Système perfectionné de reliure automatique est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 9 fr.

Franco ..... 11 fr.

Etranger ..... 14 fr.

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

Le grand krach boursier de New-York annonce-t-il une crise économique ?

Vers le milieu de l'an dernier, nous avions attiré l'attention (*R. P.* du 1er juin 1928) sur ce fait que l'on était au début d'une de ces périodes d'intense activité économique et de spéculation effrénée qui annoncent les crises. Depuis lors, l'activité économique et la spéculation n'ont pas cessé, elles n'ont fait au contraire que croître, jusqu'au grand krach boursier qui s'est produit à la Bourse de New-York dans les derniers jours d'Octobre (1), krach qui semble marquer la fin de la « haute conjoncture » et le début de la crise.

S'il en est ainsi, cette crise (tout en s'étant produite une dizaine de mois plus tard que nous ne le pensions l'an dernier) ne s'en produira pas moins dans les délais habituels. Il y a, en effet, un peu plus de neuf ans qu'un krach au Japon, bientôt suivi d'une panique financière à New-York, donnait le signal de la crise de 1920-21, dernière crise de surproduction mondiale avant celle qui, sans doute, est en train de s'ouvrir. Or je rappelle que, depuis le début du XIXe siècle, c'est-à-dire depuis le début du régime capitaliste, les crises économiques se sont régulièrement succédé à des intervalles toujours compris entre 7 et 11 ans (sauf au moment de la guerre mondiale) ; nous sommes donc tout à fait dans les limites habituelles. Remise de la guerre, la société capitaliste reprend le cours habituel de ses catastrophes.

LA CAUSE DES CRISES

Que le krach de New-York soit bien le premier acte de la crise, ou que l'ouverture de celle-ci puisse être encore retardée quelque peu, c'est le moment, semble-t-il, de rappeler l'origine de ce cataclysme périodique qui fond à l'improviste sur le travailleur, le jetant à la rue et le réduisant à la misère.

La crise, phénomène caractéristique de la société capitaliste

La crise est un phénomène particulier au monde capitaliste; c'est un phénomène qui naît avec la société capitaliste. Dans les sociétés précédentes, il y avait bien des crises économiques, mais elles étaient d'un tout autre ordre. Dans ces sociétés, la production était essentiellement artisane; le fabricant travaillait, soit seul, soit à l'aide d'un petit nombre d'ouvriers, pour un marché restreint, surtout local, pour lequel il fabriquait presque au jour le jour. Les besoins étaient à peu près constants, le nombre d'artisans aussi, et ceux-ci, qui n'avaient, pour de multiples raisons, légales et autres, la possibilité d'étendre leurs affaires, se contentaient de manger leurs bénéfices qui, d'ailleurs, n'étaient pas bien considérables. Dans ces conditions, les seules crises qui pouvaient se produire étaient des crises dues à des causes extérieures, à des catastrophes telles qu'une mauvaise récolte, une guerre, etc... Lorsque le paysan avait récolté tout juste de quoi se nourrir, ou que ses greniers avaient été vidés par les soldats, il n'avait rien pour opérer des achats à la ville; quant aux nobles, aux prêtres, au roi, dont les revenus se trouvaient, pour les mêmes raisons, considérablement réduits, car l'impôt et la dîme sont bien obligés de s'arrêter devant un grenier vide, ils devaient réduire leur luxe, — seconde cause, et la plus importante, de restriction des affaires.

Les crises actuelles ont un tout autre caractère. Elles éclatent, elles, sans aucune cause apparente, sans qu'aucun cataclysme, naturel ou social, ne soit venu modifier les conditions ordinaires de la production : un beau jour, presque instantanément, au moment même où les affaires semblent n'avoir jamais aussi bien marché, tout s'arrête; hier, tout le monde achetait, n'importe quoi à n'importe quel prix; aujourd'hui, plus personne n'achète; les prix baissent, les commerçants liquident leurs stocks à perte, les industriels mettent leurs usines en veilleuse; tout ne marche plus qu'au ralenti.

Une seule loi apparaît dans ces crises : c'est qu'elles se produisent toujours après une période de suractivité économique intense, et qu'elles se reproduisent à intervalles à peu près réguliers, partageant l'histoire du monde capitaliste, depuis 1815 jusqu'à nos jours, en douze périodes, ou *cycles*, de neuf ans et demi en moyenne chaque, et dont chacun voit se dérouler la même suite de phénomènes : quelques années de marasme et de chômage, puis une période d'activité moyenne, puis une période d'activité considérable, « haute conjoncture », à laquelle succède une crise brusque; ensuite, un nouveau cycle recommence.

Il est bien évident que des crises qui se produisent avec cette régularité, ne sauraient être dues qu'à une cause interne, qu'au mécanisme même de la production capitaliste.

Cette cause, quelle est-elle?

Produire, produire... pour gagner davantage

Le capitaliste, le patron, que ce soit le patron individuel ou l'actionnaire d'une société anonyme, fait des bénéfices : au fur et à mesure que l'ouvrier produit, une part du produit de son travail va dans la poche du patron et constitue son profit.

Une part de ce profit est employée par les capitalistes pour leur consommation personnelle, mais *une part seulement*. A la différence des anciennes classes privilégiées qui mangeaient tous leurs revenus, n'ayant guère le moyen de les employer autrement, la classe capitaliste n'en mange qu'une partie, parce que le développement du machinisme et de toute la technique moderne permet à un seul individu, à la différence de ce qui se passait avec les techniques anciennes, d'exploiter, ou de participer à l'exploitation d'un nombre illimité d'ouvriers : à condition d'avoir davantage de capital, d'avoir de quoi se procurer davantage de moyens de production, on peut accroître presque indéfiniment le nombre d'ouvriers qu'on exploite, et, par suite, accroître presque indéfiniment ses revenus.

Dès lors, poussé par l'amour du lucre, par le désir d'accroître encore et toujours ses revenus, possédé du démon de l'« accumulation », le capitaliste ne consomme chaque année qu'une part, la plus petite possible, de son revenu; l'autre part, il la transforme

(1) En quelques jours, le cours des principales valeurs diminua presque de moitié. Le *Trust de l'acier* dont l'action valait 254 dollars le 4 septembre ne valait plus que 174 dollars le 29 octobre ; la *General Motors*, la grande boîte d'autos que tout le monde connaît, voyait dans le même temps ses actions passer de 74 à 46 ; la *General Electric*, le trust mondial de l'électricité, passait de 390 à 222, puis à 176 le 13 novembre.

en nouveaux moyens de production avec lesquels il fait produire de nouveaux ouvriers sur lesquels il fait de nouveaux bénéfices.

La passion du profit fait ainsi que les moyens de production tendent continuellement à s'accroître, et, du même coup, la production.

Produire est bien..., mais il faut vendre

Mais produire n'est pas tout; il faut vendre. Il faut trouver des consommateurs, dont le nombre ou la consommation croissent constamment, afin d'absorber cette production constamment croissante.

Or quels sont les consommateurs ?

Si on excepte les artisans, les paysans, les rentiers, etc., dont le nombre et la consommation peuvent être considérés comme indépendants du plus ou moins grand développement de la production capitaliste, il y a deux grandes catégories de consommateurs : ce sont les ouvriers et les capitalistes. Au fur et à mesure que les moyens de production et la production augmentent, le nombre des ouvriers augmente, leur consommation globale croît aussi par conséquent, mais la consommation de l'ouvrier ne peut dépasser son salaire; celui-ci ne représente qu'une quantité de marchandises inférieure à celle que l'ouvrier a produite pour ce salaire, sinon, le patron ne ferait pas de bénéfices. Une partie de l'accroissement de production va donc bien être consommée par les nouveaux ouvriers qu'a nécessités cet accroissement, mais *une partie seulement*. Le reste ira augmenter la part des capitalistes. Mais, continuant à être poussés par le désir insatiable d'augmenter leurs profits en augmentant leur capital, les capitalistes n'emploieront pas cet accroissement de leur revenu à accroître leur consommation, ou, tout au moins, ils ne l'emploieront à cela que pour une très faible part; le reste ira grossir la part de leur revenu qu'ils transforment en capital, en nouveaux moyens de production, ce qui accroîtra à nouveau la production, et ainsi de suite. La production se trouvera ainsi croître à une allure de plus en plus accélérée, à la manière d'un capital placé à intérêts composés. Et la consommation continuera à ne pas croître proportionnellement.

Pendant assez longtemps, cette discordance entre l'accroissement de la production et celui de la consommation pourra se poursuivre sans que la surproduction apparaisse, parce que le développement des moyens de production constitue par lui-même un accroissement des débouchés pour toutes les industries qui fabriquent des moyens de production : les industries qui construisent des machines, élaborent des matières premières, etc. Tant que celles des nouvelles usines qui ont la consommation pour objet ne sont qu'en train de se bâtir ou de s'installer, toutes les usines qui fabriquent du matériel pour ces usines sont en pleine activité; il en est de même des usines qui produisent pour la consommation, car la recrudescence d'activité des usines fabriquant des moyens de production, la construction des nouvelles usines, etc., nécessitent de nouveaux ouvriers qui ont besoin de consommer : pour ces deux raisons, naît une période de suractivité industrielle où tout marche à pleins bras. Mais arrive le moment où les nouvelles usines fabriquant pour la consommation sont prêtes, où tous ces nouveaux moyens de production qu'on a fabriqués en sont arrivés au point où il faut bien qu'ils fonctionnent pour l'objet final de toute production : la consommation ; alors surgit tout à coup la révélation qu'il n'y a pas d'acheteurs pour tous ces nouveaux objets de consommation, que ceux qui pourraient les acheter, les capitalistes, n'en ont pas besoin, car Rockefeller lui-même n'a pas deux estomacs, et que ceux qui en auraient besoin, les salariés, ne peuvent les acheter, parce que leurs salaires ne le leur permettent pas. C'est la surproduction, c'est la crise.

Telle est la cause, la seule cause véritable des crises. Il n'y a pas d'autre cause aux crises que la course au profit, un profit toujours plus grand, un profit illimité, grâce à une exploitation du prolétariat toujours plus étendue. Les économistes bourgeois ont l'habitude de déclarer que la crise est un phénomène incompréhensible; s'ils en tentaient l'explication, il leur faudrait en effet mettre en lumière ce que leur intérêt de classe leur commande de cacher; il leur faudrait dire que la crise est liée à ce qu'il y a de plus profond et de plus essentiel dans la société capitaliste, ce dont il ne faut jamais parler : la passion du profit et l'exploitation du prolétariat.

LES SIGNES DE LA CRISE

Cet accroissement de capital, cette augmentation des moyens de production seraient difficiles à suivre, même avec des statistiques beaucoup plus complètes et précises que celles existantes, s'ils ne s'accompagnaient de phénomènes secondaires qui, eux, sont très apparents.

La hausse du taux de l'escompte

Le plus important et le plus visible de ces signes est un phénomène monétaire qui se traduit par la hausse du taux de l'escompte.

Plaçons-nous au début d'une période de « haute conjoncture ». Le souvenir de la crise précédente est passé, on crée en masse de nouveaux moyens de production.

Le système monétaire moderne consiste en ceci : dès qu'une marchandise existe, marchandise consommable ou moyen de production, le détenteur de cette marchandise peut faire créer un signe monétaire d'une valeur correspondante, sous la forme d'un billet de banque. Ce billet est remis au détenteur de la marchandise et lui permet d'acheter d'autres marchandises, d'une valeur équivalente à celle qu'il possède déjà, sans avoir besoin de vendre préalablement sa marchandise. La création de ces billets se fait par le mécanisme de l'escompte, qu'il est inutile, pour le sujet qui nous occupe, d'exposer en détail; l'essentiel, c'est qu'à toute marchandise peut correspondre un billet de banque d'une valeur équivalente. Dès lors, dans une période de haute conjoncture, avec une quantité de marchandises augmentant sans cesse, la quantité de billets de banque tend, elle aussi, à augmenter sans cesse. Cette augmentation ne peut cependant avoir lieu que jusqu'à un certain point. Il faut, en effet, sous peine de graves perturbations monétaires, que tout le monde ait confiance dans le billet de banque, que celui-ci soit accepté à l'égal d'une véritable monnaie telle que l'or, il faut donc que le billet de banque soit bien garanti; il est garanti par la marchandise en représentation de laquelle il a été émis, mais cela est insuffisant, car cette marchandise peut baisser de prix, et le billet alors perdre de sa valeur; pour qu'il ne coure pas ce risque, il faut qu'il ait une garantie supplémentaire; cette garantie est constituée par l'or qui est dans les coffres de la Banque qui a émis le billet; cet or doit donc être en quantité telle qu'il puisse largement couvrir les plus grandes baisses de prix qui peuvent se produire pour les diverses marchandises en représentation desquelles ont été émis les billets, d'où nécessité d'une proportion minimum d'or par rapport à la quantité des billets émis.

Mais les quantités d'or que possèdent les banques d'émission, et, plus généralement, les quantités d'or existant dans le monde, croissent en général sensiblement moins vite que ne croît la quantité de mar-

chandises en période de haute conjoncture, et, par suite, que ne croît la demande de billets de banque. La proportion de l'or, par rapport aux billets de banque, diminuerait donc et risquerait de tomber à un niveau dangereux, si la Banque continuait à émettre tous les billets de banque qu'on lui demande. Pour que cela n'arrive pas, pour « défendre, comme l'on dit, son encaisse », la Banque d'émission doit, ou bien restreindre directement les crédits, c'est-à-dire refuser d'émettre tous les billets de banque qu'on lui demande, si justifiées que soient ces demandes du fait de l'existence des marchandises correspondantes (1), ou bien les restreindre indirectement, en faisant payer plus cher les billets qu'on lui demande. Car, bien entendu, la Banque ne fait pas gratuitement ses émissions de billets, elle les fait payer à ceux auxquels elle les remet, elle ne remettra 99 francs de billets qu'à condition, par exemple, qu'on lui rende, dans trois mois, non pas 99, mais 100 francs. Cette différence, calculée sur un an, est ce qu'on appelle le taux de l'escompte. En élevant ce taux, en rendant ainsi plus onéreuse la demande de billets, la Banque réduit cette demande : plus ce taux sera élevé, et plus il y aura de détenteurs de marchandises qui attendront d'avoir vendu celles-ci avant d'en acheter d'autres, plutôt que de demander à la Banque les billets qui leur permettraient de faire de nouveaux achats avant d'avoir fait cette vente.

La hausse du taux de l'escompte se trouve ainsi le signe le plus caractéristique de l'augmentation de la production; quand ce taux a fini par atteindre un niveau très élevé, c'est que la production s'est tellement accrue... que la crise n'est pas loin (2).

Non seulement les bourgeois, mais les réformistes de tout poil, Snowden et consorts par exemple, ont souvent présenté la hausse du taux de l'escompte, non comme ce qu'elle est, un phénomène d'accompagnement de la crise, mais comme la cause des crises. Il leur faut, en effet, ne jamais avouer que la cause d'un mal se trouve dans ce qui est l'essence même de la société capitaliste, le profit, car il leur faudrait alors reconnaître qu'il n'est point d'autre moyen de supprimer ce mal que de supprimer la société capitaliste. En présentant comme la cause du mal un phénomène tout à fait accessoire comme le taux de l'escompte, ils font espérer qu'il est facile de supprimer le mal, par de simples réformes appropriées, sans toucher aux fondements mêmes de la société capitaliste; il est évidemment plus facile de modifier le taux de l'escompte que de supprimer le profit!

Malheureusement pour eux, il n'en est pas ainsi. Si on n'élève pas le taux de l'escompte, la course au profit ne s'en produira pas moins, et, par suite, la production s'accroîtra. L'exploitation du prolétariat n'en continuera pas moins et, par suite, la consommation ne pourra pas croître aussi vite que la production. Le fait de ne point élever le taux de l'escompte peut retarder la crise, parce que cela permet aux détenteurs de marchandises de continuer à se procurer de quoi acheter sans vendre, de quoi donc continuer à faire produire sans avoir besoin d'écouler leurs marchandises, mais cela ne fera pas s'écouler plus vite celles-ci, du moins quand il s'agit d'objets de consommation; ceux-là s'entassent seulement en stocks plus considérables, jusqu'au moment où la peur finira tout de même par s'emparer de leurs détenteurs et où ils les liquideront à tout prix. La non-hausse du taux de l'escompte retarde donc seulement la crise, en la rendant plus grave le jour où elle éclate; elle ne retarde l'explosion que parce qu'elle permet d'accumuler davantage de matières explosives.

Il est remarquable que cette fois-ci, pour la première fois, il semble bien que les Banques d'émission ont été acquises, de gré ou de force, à cette théorie (!) qu'on peut éviter la crise à condition de ne pas élever le taux de l'escompte. Jusqu'à présent, les crises se produisaient sans qu'en somme personne ne s'y attende. L'attention était beaucoup moins portée sur les phénomènes économiques qu'aujourd'hui, si bien qu'à part quelques spécialistes, on ne se préoccupait de la crise que lorsqu'elle était là. Depuis quelques années, au contraire, les milieux d'affaires sont beaucoup mieux informés; un grand nombre de gens ont l'œil fixé sur la « conjoncture », si bien que, depuis déjà pas mal de temps, tout le monde était en arrêt sur la crise qu'on sentait venir. Il en est résulté que les banques d'émission qui, jusqu'à présent, modifiaient le taux de leur escompte en ne se préoccupant que de l'état de leur encaisse, ont été cette fois contraintes, à peu près toutes, de reculer les élévations du taux de leur escompte jusqu'à l'extrême limite du possible, et même au-delà, sous la pression de tous ceux qui avaient peur de la crise. Cela a été très manifeste notamment pour les deux plus grandes banques d'émission, celle d'Angleterre et celle de New-York, dont chaque élévation du taux d'escompte a donné lieu à des incidents, et n'a manifestement été effectuée qu'après beaucoup d'hésitations et de nombreux pourparlers avec les Gouvernements.

Autres signes

La hausse du taux de l'escompte est le signe le plus caractéristique de l'approche de la crise, mais ce signe n'est pas le seul.

Rappelons que la période qui précède la crise est une période où l'on travaille à plein. Devant l'afflux des commandes, l'industrie peut donc élever ses prix et accroître ses bénéfices. Cela entraîne une vague de spéculation à la hausse : voyant les bénéfices des sociétés et leurs dividendes s'accroître, tout le monde en effet achète des actions, cela fait hausser le cours de celles-ci, hausse souvent très rapide qui assure des gains considérables avec le minimum d'effort et dans le moindre temps; tous les appétits sont surexcités, et c'est à qui achètera des actions à n'importe quel prix. C'est ainsi que se produisent ces *booms* formidables en Bourse, dans le genre de celui qui sévissait presque sans discontinuer depuis deux ans environ à New-York lorsqu'est arrivé le krach; il en avait d'ailleurs été de même pour les principales Bourses européennes, mais la baisse y avait commencé un peu plus tôt qu'à New-York.

Quant à la hausse des prix, qui est, elle aussi, un signe caractéristique de l'approche de la crise, elle s'est produite d'une façon très nette au printemps dernier, pour les deux grandes matières premières qui jouent le plus grand rôle dans l'industrie des

---

(1) C'est le procédé principal qui a été employé lors du *boom* précédant la crise de 1920.

(2) Dans le cas présent la hausse du taux de l'escompte s'est poursuivie à peu près sans interruption depuis près de deux ans : à New-York, ce taux qui était encore de 3,5 % au début de février 28, était de 6 % fin octobre dernier, au moment du krach de New-York; en Angleterre, le taux qui était de 4,5 % en 28 était au moment du krach de New-York de 6,5 %; en Allemagne, le taux qui était de 5 % au début de juin 27 était, au moment du krach de New-York, de 7,5 % ; en France où les conditions dans lesquelles s'est opérée la stabilisation ont permis à la Banque de France de se constituer des réserves d'or directes ou indirectes considérables, le taux a pu être maintenu à 3,5 %, mais le nombre des billets a considérablement augmenté; il a presque atteint 67 milliards à la mi-octobre, au lieu de 58 milliards 16 mois avant, au moment de la stabilisation légale.

moyens de production : le cuivre (Voir la *R. P.* du 1er juin 1929) et le fer.

L'EPREUVE DE LA CRISE

Il semble donc bien que nous allons entrer, si nous n'y sommes déjà, dans une période de crise économique, une période de vaches maigres succédant à la période de vaches grasses par laquelle le monde est passé ces dernières années. Ce fut une période de vaches grasses bien relative d'ailleurs, puisque l'Angleterre n'a tout de même jamais eu moins d'un million de chômeurs, et l'Allemagne moins d'un demi-million, mais durant cette période l'Amérique put battre, et de loin, tous ses records de production, et la France ignora le chômage.

Les époques de crise sont des moments d'épreuve. Dans les périodes de prospérité, tout va toujours, les édifices les plus vermoulus, comme les constructions les plus aventureuses se maintiennent presque sans difficultés. En période de crise, il n'en est pas de même : ne subsiste que ce qui repose sur des bases solides.

⁂

La période qui s'ouvre va ainsi mettre à l'épreuve, entre autres, la solidité de l'économie française. Pendant presque toute la dernière décade, l'activité économique de la France a été due à des causes essentiellement temporaires et artificielles, dont la principale fut la dépréciation continue du franc. Lorsque celle-ci a cessé, on était alors au début de la grande phase d'activité économique mondiale; celle-ci remplaça la dépréciation du franc comme facteur d'activité. Ce n'est que maintenant, en face d'une crise mondiale, et sans l'appui de la dépréciation monétaire, que va pouvoir être faite la preuve de la force économique de la France, telle que celle-ci est sortie de la guerre, et de la place que l'économie française peut réellement tenir dans le monde, avec une Europe politiquement transformée et des Etats-Unis devenus géants.

⁂

La crise sera également une épreuve pour les monopoles. Non point pour les trusts, dont la solidité est hors de question, mais pour les cartels. Si les cartels naissent souvent d'une crise, la crise est aussi un dur moment à passer pour les cartels déjà existants. Car si le cartel est maintenu, *tous* les membres vont, pendant la crise, être réduits à la portion congrue; aussi, les plus forts ont de grandes tendances à rompre l'entente afin de pouvoir s'assurer, au détriment de leurs anciens collègues, la presque totalité des très rares commandes qu'il peut y avoir à exécuter. Selon donc que parviendront, ou non, à se maintenir, durant les années qui viennent, le cartel franco-allemand de l'acier et celui des produits chimiques, nous serons renseignés sur la plus ou moins grande solidité de l'entente entre les industriels de France et d'Allemagne, et, par suite, sur le sort ultérieur de la politique de rapprochement franco-allemand inaugurée à Locarno, fille du Cartel de l'Acier.

⁂

Mais la crise n'est pas une épreuve seulement pour les formations bourgeoises; elle est aussi, elle est surtout une épreuve pour la classe ouvrière. C'est la classe ouvrière qui supporte le grand poids des crises économiques; pour elle, la crise signifie chômage et pression effroyable de la part du patronat sur les salaires. C'est par la manière dont la classe ouvrière réagit, dans la mesure où elle ne se laisse point accabler par le découragement du chômeur, et où elle résiste aux tentatives de diminution des salaires, que s'affirme sa conscience et sa force. Les époques de prospérité économique n'ont jamais été celles d'un grand développement de la conscience de classe prolétarienne; ce sont des moments où chacun se laisse vivre; c'est le beau temps de la pêche à la ligne. Au contraire, dans les périodes de crise, l'activité ouvrière se réveille, les rangs se resserrent, on se forme pour la défense ou pour l'assaut; c'est dans les périodes de crise que la classe ouvrière se forge de nouvelles armes ou tente les grands combats : un an après la crise de 1847, c'est la Révolution de 48; la crise de 1866 marque le début du développement et de l'action des sections françaises de la Première Internationale; la crise de 1900 donne naissance à la C. G. T. et au syndicalisme révolutionnaire. Il est à penser que, dans la crise qui vient, le prolétariat français forgera, au moins, l'instrument définitif de sa libération.

R. LOUZON.

Ghezzi reste en prison

La pétition des intellectuels français amis de la Russie soviétique en faveur de Francesco Ghezzi, qui a été remise à l'ambassade de l'U.R.S.S. en juillet et que la *Révolution Prolétarienne* a publiée dans son numéro du 15 septembre, est restée sans réponse : Ghezzi, l'ouvrier italien traqué par les fascistes pour ses idées révolutionnaires, est en prison, par ordre du Guépéou, pour ces mêmes idées, et l'on se garde bien de lui faire un procès, qui révélerait nécessairement que c'est uniquement à cause de ses idées qu'on le poursuit.

Ghezzi reste en prison : cet ouvrier avide de s'instruire et de développer ses connaissances n'a à sa disposition ni livres italiens, ni livres français : c'est pour lui une grande privation, mais on ne lui permet pas d'en avoir, on ne lui permet pas d'en faire venir du dehors.

J'ai raconté, dans le premier article que je lui ai consacré (15 juillet), qu'en venant s'établir en Russie en 1922, il avait commencé par cultiver avec quelques camarades un petit lopin de terre en Crimée, près de Yalta, avant de venir chercher à Moscou du travail comme ouvrier. Deux d'entre eux étaient restés là-bas après son départ, deux rescapés du fascisme comme lui, deux vaillants dont on contait les évasions et les prouesses ; ils s'étaient obstinés à travailler la terre, sans outillage, sans aide, sans réserves. Des amis s'étaient cotisés pour leur acheter un âne, mais ils avaient dû manger la somme dans un moment de crise ; ils avaient continué à lutter, maigres et noueux, mais toujours de bonne humeur, bien qu'ils n'eussent pas à manger à leur faim. Cependant, cette année, ils ont dû renoncer, après sept ans d'efforts, chassés par une fiscalité écrasante. Ce ne sont pourtant pas des koulaks, ceux-là!

Le sort de ces travailleurs donne la mesure de l'hypocrisie de la soi-disant dictature du prolétariat en Russie : c'est la caste bureaucratique, ce sont les profiteurs de la Révolution qui interprètent la volonté du prolétariat : quant aux prolétaires authentiques, s'ils veulent dire leur mot et osent exprimer une opinion qui déplaise à ces messieurs, on les affame ou on les flanque en prison !

Si les prolétaires du monde entier se laissaient jouer de la sorte et acceptaient sans protester qu'on traite ainsi les leurs, ils se prépareraient de nouvelles chaînes. En exerçant du dehors une pression énergique sur le gouvernement de Moscou, ils remporteront la victoire que constituerait pour eux la libération de Ghezzi.

Jacques MESNIL.

APRÈS LES DEUX CONGRÈS CONFÉDERAUX

L'autonomie syndicale, formule d'avenir

Déjà près de deux mois que les congrès confédéraux se sont tenus. Cependant on continue à débattre de plus belle les problèmes qui y furent discutés ou simplement posés.

Du côté de la C.G.T., on s'était enorgueilli de la quasi-unanimité du Congrès de Japy, unanimité de vote sinon de pensée. Dès le lendemain même, au Comité national, de graves déclarations de Liochon montraient le mensonge de cette unanimité. Depuis, la crise ministérielle a montré le secrétaire de la C.G.T. appelé en consultation par le chef du Parti radical en train de constituer un ministère. Le ministère Daladier ne s'est pas formé, mais les milieux confédérés ont eu un petit frisson dont ils ne se sont pas remis complètement.

Du côté de la C.G.T.U., les discussions du Congrès de la Grange-aux-Belles devaient forcément se poursuivre. Les syndicats accepteraient-ils cette élite dirigeante qui leur sautait au cou ? Ou bien se trouveraient-ils assez grands pour se diriger eux-mêmes? L'idée de l'indépendance du syndicalisme vient de remporter quelques victoires assez sérieuses. Par contre, l'élite dirigeante est offusquée qu'on ait méprisé à ce point son amour, ses lumières et sa muselière.

C'est à ce moment, où fermente à nouveau dans la C.G.T. le besoin de l'indépendance syndicale, où le même besoin, plus impérieux encore, travaille la C.G.T.U., c'est à ce moment que l'Opposition communiste trotskyste proclame que l'autonomie syndicale est une formule usée et dangereuse, que l'indépendance du syndicalisme est une position presque criminelle, jugée du point de vue révolutionnaire. Elle s'efforce d'en convaincre les militants des différentes minorités syndicales. Se rend-elle compte qu'elle arracherait ainsi à ces militants leur arme la plus solide ? Voit-elle qu'elle apporte tant à Jouhaux qu'à Monmousseau un renfort certainement inespéré par eux ?

Elle ne fait d'ailleurs que rouvrir le vieux débat entre partisans du syndicat groupement essentiel de la classe ouvrière et partisans du Parti au-dessus de tout. Elle montre que sur ce point capital rien ne distingue l'Opposition trotskyste de l'orthodoxie communiste.

C'est son droit assurément, de penser ce qu'elle pense et de le dire, mais c'est le nôtre de penser que le mouvement ouvrier français n'a pas d'autre voie de salut que l'indépendance du syndicalisme, qu'il a payé assez cher au cours de ces dernières années les dépendances diverses dont il n'est pas encore dégagé mais dont il ressent chaque jour plus fortement la nécessité de se libérer.

Le mensonge de l'unanimité à la C.G.T.

Le dernier Congrès de la C.G.T. a été calme, unanime, trop calme, trop unanime. Quand une collectivité apparaît telle, on peut être sûr qu'elle se guinde et veut paraître autre qu'elle n'est. La discussion du rapport moral n'aurait pas été aussi rapidement menée si certains problèmes avaient été posés carrément devant le Congrès même.

Liochon n'a soulevé la question d'une participation ministérielle possible qu'au Comité national qui a suivi le Congrès, devant le concile des évêques et des archevêques de la C.G.T.; il a estimé sans doute — en quoi il s'est trompé étrangement — que cette question n'était pas du ressort des délégués des syndicats ; mais supposez qu'il ait soulevé la question au Congrès et qu'il ait mis celui-ci en présence des mêmes menaces que le Comité national. C'en était fait de ce beau calme et de cette impressionnante unanimité.

Il y a deux ans, à Bullier, le père Bourderon dénonçait des « restes d'union sacrée » dans la politique confédérale. Je lui ai fait remarquer alors qu'il était bien bon de parler de « restes ». Cette année, il est demeuré silencieux à son banc de délégué. Non pas que les « restes d'union sacrée » aient disparu, ils ont plutôt grossi, mais parce qu'il y aurait trop de choses à dire qu'on ne veut pas entendre. Une partie de ces choses, Milan s'est ingénié à les dire sans les dire tout en les disant. Il s'étonne d'avoir surpris le Congrès sans le convaincre (1). Il devrait se demander plutôt s'il a parlé de manière à être compris. Mais de sa part c'est là un acte de courage inattendu. N'est-ce pas lui qui, à Bullier, monta à la tribune derrière Bourderon pour détruire l'impression qu'avaient pu produire les déclarations du vieux militant du Tonneau. A deux ans de distance, c'est lui, Milan, qui vient mettre en garde contre le même danger, qui adjure la C.G.T. de ne pas glisser trop à droite, maintenant que par suite de la scission elle est amputée de sa gauche et n'a plus ce contrepoids, qui lui demande de ne pas mélanger mandats syndicaux et mandats gouvernementaux, de ne pas aller jusqu'à un mandat ministériel, qui lui rappelle que si les militants risquent de s'embourgeoiser, ce n'est pas à redouter pour les syndiqués et pour la classe ouvrière, disant ainsi qu'il se pourrait un jour que les dirigeants de la C.G.T. fussent séparés de la masse des syndiqués de cette même C.G.T.

Je me demande quelle eût été la réaction du Congrès si Milan avait parlé non par énigmes mais clairement ; si Liochon avait dit alors ce qu'il devait dire le lendemain au Comité national, s'il avait apporté devant ce millier de délégués ces menaces catégoriques : « *Si la C.G.T. cessait d'être une organisation économique, la Fédération du Livre estimerait qu'elle n'est plus à sa place dans son sein.* » Et ce n'est pas dénaturer la pensée du secrétaire fédéral du Livre que de dire que la C.G.T. cesserait d'être une organisation économique si Jouhaux, secrétaire confédéral, acceptait un portefeuille ministériel.

Jouhaux ayant dit que dans une pareille éventualité un Congrès aurait à se prononcer, Liochon réclama l'assurance que la C.G.T. ne serait pas consultée, qu'un fonctionnaire confédéral acceptant un poste de gouvernement devrait se démettre au préalable de ses fonctions. Il déclara que « *si un Conseil national ou un Congrès venaient à être convoqués*

(1) Le « Couvre-Chef », organe de la Fédération de la Chapellerie, n° de septembre.

pour examiner une question touchant à la participation d'une personnalité syndicale à une combinaison gouvernementale, le devoir des militants serait de rester chez eux. »

Liochon disait cela le 21 septembre ; il exprimait sa pensée dans l'*Imprimerie Française* du 16 octobre, dans un article portant ce titre : « L'indépendance syndicale en danger. »

Si je fais allusion à certains dangers d'enveloppement qui peuvent commencer par des amitiés personnelles, c'est parce que le dernier Congrès confédéral et le Comité national qui a suivi, m'ont donné l'impression que le souci de conserver au syndicalisme son rôle et son caractère s'amollit assez gravement. Sous prétexte que de nombreux militants, surtout parmi les secrétaires d'Unions départementales, sont membres du Parti socialiste, on accepte volontiers des fréquentations aimables. Qui peut nous garantir d'un mariage contre nature ? Peu d'hommes aujourd'hui.

.....

Actuellement, dans le Parti socialiste, il y a les ministérialistes de 1899, comme Millerand et Jaurès. Puis il y a les adversaires du ministérialisme, qui sont la majorité des dirigeants du Parti. Une division profonde, comme en 1899, peut-elle se produire à ce sujet ? Je ne sais. Mais, il n'est pas impossible que certains ministérialistes, pour se donner un cachet de bons serviteurs des revendications ouvrières, se tournent vers l'organisation syndicale et lui disent : « Vous êtes une force morale et sociale qui ne peut rester étrangère aux réalisations politiques dans le domaine social. Venez avec nous au pouvoir. » Ne peut-on aussi concevoir, pour cette innovation, la participation du Parti radical ?

.....

Je veux encore croire que ce suicide du syndicalisme ne s'accomplira pas demain... Nous n'avons pas le droit de commettre de telles fautes irréparables. Ou alors, il faut envisager froidement la déchéance du syndicalisme pour le jour où il ne sera plus qu'un parti, et encore un parti incapable d'être lui-même, flanqué de politiciens pour lesquels le syndicalisme ne sera qu'un point d'appui.

Ce serait la théorie du moindre effort qui triompherait. Le patronat n'aurait plus à compter avec la vigilance quotidienne des salariés et leur action directe.

Le 28 octobre, le *Peuple*, le quotidien de la C.G.T., publiait un article de Jouhaux, qui était un véritable boniment électoralo-ministériel. Ce qu'un bon ministère pouvait accomplir de choses ! Dans cette journée du 28, Jouhaux était appelé en consultation par Daladier. En sortant il déclarait (*Matin* du 29 octobre) :

Daladier m'a fait appeler pour me parler des grandes questions sociales qui se posent ici comme à Genève ; je dois dire que nous nous trouvons parfaitement d'accord.

La combinaison Daladier a échoué. Jouhaux n'a pu cette fois encore être ministre ; mais regardons ce qui se serait produit si cette combinaison avait vu le jour. Deux hypothèses sont à envisager.

Dans la première, Jouhaux détient un portefeuille de ministre ou de sous-secrétaire d'Etat. La C.G.T. convoque un Comité national ou un Congrès. Liochon refuse de s'y rendre, d'autres avec lui. La Fédération du Livre va-t-elle se retirer de la C.G.T., d'autres Fédérations avec elle ? Grande crise pour la C.G.T.

Dans la seconde, Jouhaux n'est pas ministre mais bon ministériel ; il donne son appui à l'ami Boncour et aux participationnistes socialistes et avec eux, s'oppose à la majorité socialiste hostile à la participation. Riposte de cette majorité, crise socialiste transportée au sein de la C.G.T. Une vaste minorité qui se taisait serait obligée de parler. Le mensonge de l'unanimité éclaterait au grand jour.

Cela ne s'est pas produit hier mais c'est à peu près ce qui se produira le jour où une combinaison ministérielle du même goût se représentera. Il ne faut pas être grand prophète pour prédire à Liochon et à Milan qu'au tout premier moment Jouhaux obtiendra de la C.G.T., dans un Congrès ou au Comité national, toutes les autorisations, tous les mandats qu'il voudra, et à une forte majorité. Mais il y aura un lendemain et c'est à ce moment, où le syndicalisme sera entraîné plus avant dans la dépendance gouvernementale, que toutes les forces qui ont besoin de l'indépendance et qui dorment en ce moment se réveilleront.

Jusque-là la distinction entre mandats syndicaux et mandats gouvernementaux, aussi naturelle et légitime soit-elle, ne frappera probablement pas les esprits. D'ailleurs, combien de mandats, contre lesquels Milan ne songe pas à s'élever, peuvent être regardés à la fois comme syndicaux et gouvernementaux ? Il est contre les délégations à la Société des Nations, mais il accepte celles au Bureau International du Travail. Les premières sont franchement gouvernementales, c'est entendu ; mais les secondes n'émanent-elles pas aussi du gouvernement ? N'est-ce pas le gouvernement, depuis la Conférence de Washington de 1919 jusqu'aux plus récentes, qui a désigné les délégués ouvriers et qui a assumé leurs frais ? Milan est partisan du Conseil économique, mais qui donc en désigne les membres, sinon le gouvernement? En outre suffirait-il qu'il y ait désignation par les syndicats pour qu'il n'y ait pas collaboration de classe? Que Milan se souvienne de la dénonciation du Conseil supérieur du travail, cette ébauche millerandesque du Conseil économique, par la C.G.T. d'autrefois ?

La distinction faite par Milan exprime un désir de voir l'organisation syndicale rompre certains liens, reprendre sur quelques points son indépendance, mais ce désir est encore bien timide. Ce n'est peut-être pas aux liens les plus décisifs qu'il pense, faute de voir ce qui a fait dérailler la C.G.T. en 1914. Liochon attribue à des amitiés personnelles l'entraînement de Jouhaux vers quelque participation ministérielle. Non, c'est la politique jusqu'auboutiste de guerre, la politique d'union sacrée, plus tard la politique d'intérêt général qui ont entraîné Jouhaux et la C.G.T. dans la participation à une foule d'œuvres gouvernementales. C'est en pratiquant cette politique de la présence qu'on a perdu tout sentiment de classe, qu'on s'est habitué à faire de la grande politique, à jouer les hommes d'Etat. C'est là que s'est volatilisé le souci de conserver au syndicalisme son rôle et son caractère.

Mais la vie se charge d'obliger le syndicalisme à retrouver son rôle et son caractère. Le temps est passé où le patronat, apeuré devant la vague révolutionnaire, se résignait à des sacrifices, était prêt à se couper un bras pour sauver le reste du corps. Aujourd'hui il n'est plus disposé à composer, à collaborer. A-t-il assez insolemment écarté les propositions de collaboration pour l'application de la rationalisation faites par Jouhaux et la C.G.T. Très bien de chanter les louanges de la rationalisation, de créer autour d'elle une atmosphère de sympathie et de respect. Bravo et merci pour la littérature de Spinasse et de Dubreuil. Mais que chacun reste chez soi, et le patronat maître d'appliquer la rationalisation dans ses usines comme il l'entend.

Il y a deux ans, pour calmer certaines critiques, Jouhaux faisait au Congrès fédéral des Métaux (*Peuple*, 26 juillet 1927) ces déclarations qu'il est intéressant de relire :

Eh bien ! camarades, si demain, à la rentrée des travaux, le Conseil économique n'est pas habilité pour discuter de cette question de la rationalisation, pour notre part il aura vécu.

Si le Conseil économique ne peut pas s'emparer de cette question, si on ne lui reconnaît pas le droit de la discuter, d'en fixer les directives générales, de poser comme substratum à toute modification de l'organisation économique la pratique des contrats collectifs, il n'est pas nécessaire que nous nous engagions plus avant dans cette voie de responsabilité.

Deux ans ont passé ; personne, pas plus au Congrès confédéral qu'à celui des Métaux, n'a rappelé les engagements d'alors. Le Conseil économique n'est pas mort. Il n'a pas été habilité pour discuter de la rationalisation comme l'entendait Jouhaux, mais il a ouvert une vaste enquête qui ne sera pas terminée, publiée et discutée avant quelques années. Elle viendra comme la moutarde après le dîner. Les patrons auront rationalisé sans attendre les directives générales du Conseil économique et sans consentir les fameux contrats collectifs qui devaient payer l'enthousiasme des chefs ouvriers pour la rationalisation. C'est en pure perte que les dirigeants de la C.G.T. auront malmené leurs opposants de Bullier ; ce gage donné au patronat n'aura été d'aucune valeur. Le grand espoir des contrats collectifs s'est envolé, comme s'est envolé l'autre grand espoir, les assurances sociales rabattant des millions d'assurés vers les syndicats confédérés. Là aussi le patronat a montré sa vraie figure. Des hommes qui ne l'avaient jamais su et d'autres qui l'avaient oublié, ont eu la révélation qu'il existait un patronat de combat, un patronat capable de défendre aussi âprement ses privilèges moraux que ses intérêts matériels, capable même de consentir de grosses dépenses pour maintenir sous sa dépendance ses exploités, par le moyen d'œuvres d'assistance et de philanthropie.

Pour tenir tête au patronat, il faudrait penser à lutter résolument contre lui; la meilleure preuve à mes yeux que les dirigeants confédéraux n'y pensent pas, ce n'est pas qu'ils se tournent du côté des pouvoirs publics, fidèles à la théorie du moindre effort, c'est qu'ils n'ont pas eu une pensée pour l'unité syndicale pendant tout leur Congrès. Jouhaux n'a pas fait la plus petite allusion à la résolution du Syndicat des Correcteurs qui affirmait que l'unité syndicale était nécessaire et possible. La question de l'unité ne se pose pas. Il y a deux ans, à la sortie d'une séance de Bullier, le secrétaire de l'Union départementale de l'Allier, Parizot, déclarait à un de nos amis : « Nous ne voulons pas de l'unité, c'est vrai. Mais ceux de la C.G.T.U. n'en veulent pas non plus. » Aujourd'hui, plus besoin de se déclarer en faveur de l'unité dans des protestations si bien entortillées que l'unité en était étranglée. La C.G.T. s'est fortifiée, la C.G.T.U. s'est affaiblie. Que le même mouvement continue et demain, pense-t-on, il ne restera rien de la C.G.T.U. Il n'y a qu'à attendre que le communisme ait fini de la démolir.

C'est l'avis de la plupart des dirigeants confédérés, c'était l'avis de Milan il n'y a pas si longtemps. Ce ne le sera bientôt plus, du moment où il constate que la scission a coupé en deux l'organisation syndicale française, que la moitié de 1922 qui s'appelle la C.G.T. porte encore la plaie de son flanc gauche amputé. Cette moitié était formée surtout de réformistes. Combien de révolutionnaires y étaient restés par discipline syndicale, ne voulant ni briser ni quitter leur syndicat ? Assez peu. Combien y sont venus depuis pour des raisons diverses ? Pas mal. Mais beaucoup, minoritaires d'hier à la C.G.T.U., se sont découverts, comme Froideval ou comme tel ouvrier des P.T.T., partisans du programme de la C.G.T. Il fallait du temps pour que dans cette moitié réformiste du mouvement se reforme une aile révolutionnaire. Le besoin d'action, le besoin de l'indépendance syndicale, joints au souvenir de la tradition syndicaliste, sont en train de la préparer.

Le Congrès de Japy allait finir, était fini. Les délégués, debout, chantaient l'*Internationale*. Un camarade, reprenant la conversation interrompue, me mettait la main sur l'épaule et me disait : « Sois optimiste. Ces délégués qui chantent avec ardeur le vieil hymne révolutionnaire ne sont pas perdus pour le syndicalisme révolutionnaire; ils lui reviendront. »

Comme je ne répondais pas, prenant mon silence pour du scepticisme, il continua, donnant rapidement d'autres raisons, ses impressions du Congrès même, le sentiment des militants de la C.G.T. d'être redevenus une force, mais une force un peu étonnée d'elle-même et qui cherche sa voie.

C'est exact, la C.G.T. est une force nouvelle qui cherche sa voie. Elle ne la trouvera probablement pas tout de suite, elle tâtonnera, mais d'ores et déjà elle sent qu'elle est embourbée dans la fameuse voie des responsabilités et que le patronat se moque d'elle.

Où va la C. G. T. U. ?

Tandis que la C.G.T. est redevenue une force, mais une force qui doute d'elle-même et qui sent plus qu'elle ne veut l'avouer la blessure qu'elle porte à son flanc gauche, qu'est devenue la C.G.T.U. ? Où va-t-elle ?

Au Congrès, un délégué des Métaux, de ces Métaux si unanimes dans leur vote pour la direction confédérale, m'a dit : « Elle va à la catastrophe. »

Il partait de cette idée que les folies communistes avaient ruiné la santé de la C.G.T.U., que l'en guérir était impossible et que si, par extraordinaire, la minorité arrivait à en prendre la direction avant qu'elle fût tout à fait perdue, les communistes ne reculeraient pas devant une dernière folie en tuant la malade soit par une nouvelle scission, soit en rendant tout travail impossible à leurs successeurs.

Qu'il y ait en cela une grande part de vérité, je ne le contesterai pas. Mais la maladie que les communistes font subir aujourd'hui à la C.G.T.U. n'est que le pendant de celle que lui firent subir les anarchistes et les soi-disant syndicalistes à la Besnard en 1922-1923. L'organisme est-il assez solide pour surmonter cette deuxième crise de croissance ? La maison sera-t-elle habitable pour tous les révolutionnaires ? reste le problème. Hier, c'étaient les anarchistes qui accrochaient sur la porte l'enseigne anarchiste, aujourd'hui ce sont les communistes qui y accrochent l'enseigne communiste et qui veulent chasser tous ceux qui ne sont pas dans la ligne ou dans la lune.

L'avenir seul dira si l'organisme peut supporter cette nouvelle épreuve. Mais il est certain que les minorités portent en elles, avec leur revendication commune de l'indépendance du syndicalisme, le dernier espoir de la C.G.T.U.

Malgré tous les efforts de l'appareil du Parti communiste et de celui de la C.G.T.U., la majorité s'était cassé les dents sur la Fédération des Ports et Docks et sur celle de l'Alimentation.

Elle vient de se démonter la mâchoire sur l'Union des Cheminots du réseau Etat. A la surprise générale, le rapport de l'Union Etat défendu par Rambaud a triomphé au Congrès de Nantes par 17.076 voix contre 6.420. On pensait que Rambaud l'emporterait, mais de justesse. Et cependant des syndicats comme celui de Sotteville, dont la majorité réelle est certainement pour l'indépendance du syndicalisme, ont voté contre.

Le Parti communiste se fait fort d'enlever l'Union Etat au prochain Congrès. Il y a toutes chances au contraire qu'il ne retrouve pas la moitié des 34 syndicats qui ont obéi, cette fois, aux instructions de l'Agit-Prop.

L'impressionnante majorité qui s'est affirmée sur le rapport de l'Union Etat provient de ce que des communistes, là comme ailleurs, hésitent moins à se dresser contre la politique syndicale de leur parti qu'ils désapprouvent. Menacé de la guillotine du Parti, l'un d'eux, Pérignon, a eu un mot savoureux : « Les exclusions du Parti communiste, c'est quelque chose comme la Légion d'honneur chez les bourgeois! » L'exclusion du Parti, c'est bien souvent en effet la Légion d'honneur pour les militants ouvriers.

Au fond, la victoire de Rambaud et de ses camarades de l'Union Etat signifie que le Parti communiste a perdu tout son crédit dans cette corporation des cheminots dont Semard avait fait sa forteresse. On est révolté des calomnies de l'*Humanité;* on est las de la démagogie communiste qui, sous prétexte de préparer l'avenir, sabote à la fois le présent et l'avenir ; on se juge assez grands pour marcher sans être tenus par la main. La manchette du dernier numéro du *Cheminot de l'Etat* est nette : « Le Congrès de Nantes s'est prononcé : pour le rapport de l'Union ! pour l'indépendance du syndicalisme ! »

Les trois victoires remportées par les minorités de la C.G.T.U., par la minorité n° 1 aux Ports et Docks, par la minorité n° 2 à l'Alimentation, par les « Sauvages » à l'Union Etat, ne sont pas des manifestations isolées ; elles traduisent un état d'esprit général.

En dépit de toutes ses hésitations, la majorité fédérale de l'Enseignement qui traite de « tactique néfaste » la reconnaissance du Parti communiste comme dirigeant de la C.G.T.U. sera obligée d'aller plus avant dans son opposition. La « tactique néfaste » ne part pas de ce Congrès, elle remonte à plus loin, elle remonte à la bolchévisation, à la colonisation des syndicats. La « tactique néfaste » ne consiste pas simplement dans l'enseigne communiste qu'on accroche, elle consiste surtout dans ce qu'on réclame des syndicats ; l'Enseignement en a eu deux échantillons cette année, la condamnation du Manuel d'Histoire et le sabotage du mouvement des Normaliens de Quimper. Si les militants de l'Enseignement s'en étaient donné la peine, ils auraient pu voir dans les autres corporations, chez les Mineurs, chez les Métallurgistes, chez les Tisseurs, des exemples plus anciens et plus remarquables encore de la tactique néfaste des Jésuito-communistes.

Une preuve que l'indépendance du syndicalisme est dans l'air, c'est l'état d'esprit qui s'était affirmé dans le *Fonctionnaire syndicaliste* et qui a été proclamé officiellement par le Congrès de la Fédération autonome des Fonctionnaires qui, sans appartenir à la C.G.T.U., marchait assez souvent dans son sillage. Ayant refusé de la suivre dans l'aventure du 1er août, elle a connu les attaques et les insultes habituelles, attaques et insultes lancées de loin, lancées de l'*Humanité*. Le célèbre « douanier havrais » qui avait pourfendu Piquemal et la Fédération est inconnu des douaniers du Havre et ne s'est pas fait connaître au Congrès. Serait-ce tout bonnement, comme le « Terrassier de service », quelque Franck Revoyre, dont on raconte qu'il était employé à la Préfecture de police quelques mois avant d'entrer à l'*Humanité*?

La minorité communiste des Fonctionnaires n'a pas osé engager la lutte, la sentant perdue d'avance, mais de ce qu'a dit Fenouil, l'un de ses porte-parole, une chose m'a frappé. Attention ! a-t-il dit, en vous opposant au Parti communiste, en tendant la main aux minoritaires de la C.G.T. et de la C.G.T.U., en brandissant l'indépendance du syndicalisme, n'allez-vous pas à la constitution d'une 3e C.G.T. ?

Le danger existe, Fenouil avait raison de le signaler. Mais il aurait dû aller plus loin ; il en savait plus qu'il n'en a dit. Il devait dire toute la vérité, c'est-à-dire que les dirigeants de la C.G.T.U. et du Parti communiste ont envisagé de faire en 1929 ce que Jouhaux fit en 1921.

Pressentant les progrès de la minorité, qu'ils se grossissent ailleurs, ne voulant pas en tout cas qu'elle devienne jamais majorité et qu'elle leur enlève la direction de la C.G.T.U., les grands stratèges communistes sont résolus à tout, c'est-à-dire à recommencer le coup des exclusions de syndicats ; ils iraient même jusqu'à exclure des Fédérations.

Jouhaux n'avait pas cru à la possibilité pour la minorité d'alors de s'organiser et de se développer ; il avait attendu pour procéder à des exclusions et se décider à « l'opération chirurgicale » que la situation fût perdue pour lui, la force des deux tendances s'équilibrant presque. Monmousseau et les communistes feront tout pour empêcher les minorités de s'unir et de s'organiser, c'est pourquoi ils tapent si fort sur Chambelland, sur moi-même, sur la Ligue syndicaliste. Mais si les minorités s'unissent néanmoins, ils n'hésiteront plus. En avant les provocations ! En avant les exclusions !

C'est ce qu'ils avaient décidé, grands stratèges de la C.G.T.U., de l'I.S.R., de l'I.T.E., dans leurs conciliabules de Bruxelles, lors de la réunion de l'Exécutif de l'Internationale de l'Enseignement. Il fallait obliger par tous les moyens le syndicat de l'Enseignement du Finistère et la demi-douzaine d'autres syndicats minoritaires à quitter la Fédération unitaire et la C.G.T.U. Nous avons éventé le pétard dans notre numéro du 15 septembre.

De même que cette volonté de chasser les syndicats minoritaires de l'Enseignement et de démembrer ainsi la Fédération unitaire n'a pas peu contribué à dresser la majorité fédérale de l'Enseignement contre la tactique néfaste de la C.G.T.U., de même la volonté des Jésuito-communistes de provoquer une scission dans la C.G.T.U. soulèvera contre eux la grande masse des militants des Syndicats unitaires.

Pierre MONATTE.

(Suite et fin au prochain numéro.)

Grèves artificielles et électorales

Que diriez-vous si moi, secrétaire d'une région, je vous disais, en vous prenant individuellement :

« PEUX-TU ME DÉCLENCHER UNE GRÈVE DANS UNE GROSSE ENTREPRISE DE TON RAYON ? »

Est-ce que vous me répondriez à cette question ? Sans doute, mais votre réponse ne serait pas, j'en suis sûr, celle que j'attends.

Eh ! bien, c'est la question que l'on m'a posée à moi, secrétaire de rayon, PENDANT LA PÉRIODE ÉLECTORALE.

Je vous assure que j'en suis resté suffoqué, parce que je ne pense pas qu'une grève se déclenche sur commande.

(Question posée par Villatte, secrétaire de la Région parisienne du Parti communiste, à Leboucq, secrétaire du rayon de Puteaux. « Classe contre Classe », page 213.)

LETTRE DE PALESTINE

Le 30 octobre.

La situation palestinienne n'est pas redevenue calme du tout. Les esprits sont très montés. Des violences très graves existent à l'état virtuel.

Le Comité exécutif arabe s'est réuni il y a peu de temps et a décidé :

1° Déclaration de méfiance au gouvernement anglais;

2° Répudiation de la déclaration Balfour;

3° Intensification du boycott.

Ce boycott, qui dure depuis les troubles, semble avoir été, au début, une « non- coopération » totale; maintenant, ce n'en est que la moitié : les Arabes consentent à vendre aux Juifs (heureusement pour ceux-ci, sans ça, ils seraient morts de faim!), mais pas à leur acheter. C'est le renversement de la situation séculaire: « Juif, tu as assez longtemps pris notre argent, maintenant, tu ne le verras plus et c'est à nous de prendre le tien! » Evidemment, ce « mot d'ordre » est extrêmement populaire. Ainsi, il y a peu de jours, un commerçant arabe avait acheté en cachette deux barriques d'huile à un Juif. La chose se sut : immédiatement, une armée de dockers poursuivit le « collaborationniste » et l'obligea à jeter les barriques à la mer. « C'est la force seule qui compte, me disait un jeune Arabe chrétien, maintenant les mots ne signifient plus rien. »

En même temps que le Comité exécutif arabe, s'est tenu un congrès féminin — femmes dévoilées naturellement — suivi d'une grande manifestation automobile de rues. C'était la première fois qu'on voyait un tel événement : tous les vieux Arabes pleuraient d'enthousiasme.

Il semble que le front unique arabe soit bien réalisé. Mon jeune interlocuteur, tout palpitant de foi, disait : « Nous sommes 700.000; c'est comme si nous n'étions qu'un. » En tous cas, la classe ouvrière marche avec les autres — et pas en arrière : le 2 novembre, il y a grève générale de protestation contre la déclaration Balfour (1) (dont c'est le jour anniversaire). Elle ne sera pas moins générale que celle du 16 octobre où le paquebot français Angkor, *arrivé le matin à Jaffa, ne trouva ni un docker ni un batelier et dut filer sur Beyrouth, comme il était venu, avec sa cargaison et ses passagers.*

Cette grève-là c'était, sauf erreur, pour protester contre les condamnations qui ont suivi les troubles : trois à la pendaison et plusieurs aux travaux forcés.

D'une manière générale, les gens qui sont dans les affaires sont inquiets; tout le monde ne peut pas avoir la belle impétuosité de mon jeune Arabe chrétien : « Comment, disait-il, ils ont fait un tintamarre dans le monde entier pour trois cents Juifs tués. Mais qu'est-ce que c'est que trois cents Juifs? D'abord, nous avons eu autant de morts, et puis, pendant la guerre, quand il y avait toutes ces victimes et qu'on coulait des bateaux avec 1.600 personnes à bord, on disait : ce n'est rien. Alors?... »

Donc, les gens qui possèdent ne voient pas les choses avec autant de philosophie. Que va-t-il se passer? Tell-Aviv (2) présentera-t-il bientôt la physionomie du quartier grec de Smyrne (3), un vaste champ de cendres et de murs écroulés, tandis que la vieille Jaffa, comme le quartier turc du mont Pagus, à Smyrne, continuera à s'appuyer sur la montagne, satisfaite de ses murs énormes, pittoresque, crasseuse, gracieuse et éternelle? Oui, plus durables dans la haute ville, là où habitent les bateliers, ces dédales de rues, d'impasses, d'hémi-voûtes et de mâchicoulis, que les toutes modernes et pas laides, ma foi, constructions de Tell-Aviv, où l'on s'est occupé d'esthétique, d'hygiène et autres faribolles. Les capitalistes sont décidément des crétins : ils font des ligues contre la tuberculose... et condamnent les gens à l'état de prolétaires; et, dans un pays rebelle à l'impérialisme, dont le premier réflexe sera de raser tous les souvenirs impérialistes, ils font bien attention que les maisons aient des ouvertures suffisantes, et soient isolées et aérées sur leurs quatre faces!

La comparaison avec les événements d'Asie Mineure vous étonne? Il n'y a pas de quoi. Dans les deux cas, c'est l'Angleterre essayant de réaliser la colonisation de peuplement chez une nation asiatique hautement évoluée politiquement. Dans le premier cas, elle agissait par personne interposée (les Grecs); cette fois, elle fait l'affaire par elle-même. La différence est minime. Ce qu'on peut se demander c'est pourquoi, sur cette rive nord du canal de Suez, elle a recours à la formule de colonisation de peuplement. Est-ce à cause des bien mauvais résultats politiques qu'avait produits, sur la rive sud, la formule opposée de colonisation d'exploitation? C'est peut-être la raison la plus sérieuse, car il faut, évidemment, laisser de côté le désir de « créer un foyer juif » et celui de « se débarrasser de ses Juifs ». Mais quelle que soit la raison, le résultat sera bien probablement pitoyable : les gens de Palestine ont l'impression que les Egyptiens seront bientôt tout à fait libérés, et ils n'ont pas envie de les remplacer comme gardiens du canal.

En tous cas, ces faits de Palestine sont bien intéressants pour nous : depuis que le mouvement anti-impérialiste est déclenché dans le monde, c'est la première fois que, sans guerre officielle, il atteint une colonie de peuplement. Gens d'Alger, ouvrez l'œil.

Justin Godart est venu ici pour enquête. Il paraît qu'il a été lamentable! Très ignorant, évidemment, mais surtout tout décontenancé de trouver les Arabes si résolus et sachant si bien ce qu'ils voulaient. Devant quelques chefs du parti arabe qui lui reprochaient l'attitude équivoque de la France, et surtout son adhésion à la déclaration Balfour, il répondait : « Excusez-moi... Excusez-moi... Je ne savais pas... Je croyais... (évidemment, il croyait que les Arabes étaient des sauvages)... enfin, les Juifs vous ont tout le même appris à cultiver l'oranger ! » Oui, il a dit ça! Comme si il avait fallu attendre Balfour pour que les oranges de Jaffa fussent comme le miel, et comme si des commerçants millénaires pouvaient enseigner la culture à des paysans de toujours! Mais les Arabes ont tout simplement et joliment répondu en enseignant à M. Godart, ce que n'ignore aucun élève moyen du certificat d'études, que l'oranger et le mandarinier étant des arbres d'origine chinoise ne peuvent être revendiqués à titre de gloire par aucun peuple du Proche-Orient.

J. PÉRA.

(1) Déclaration qui annonçait la volonté de l'Angleterre de faire de la Palestine un « foyer juif».

(2) La plus importante des villes juives créées par les sionistes en Palestine.

(3) Brûlé par les Turcs lorsqu'ils rejetèrent, en 1921, l'armée grecque à la mer.

A travers les Livres

Léon Trotsky : LA REVOLUTION DEFIGUREE (Rieder, édit.).

Sans doute, sommes-nous en retard pour parler du dernier livre de Trotsky : la *Révolution défigurée*. Mais notre négligence — et l'abondance des matières — si fâcheuses qu'elles soient — nous ont permis, en relisant cet ouvrage plusieurs mois après sa parution, de nous assurer de sa valeur historique. Trotsky est d'abord un lutteur. Chacune de ses œuvres répond à des nécessités immédiates. Mais faites l'expérience de les relire toutes, avec le calme du recul, guéri des fièvres de l'actualité, et vous constaterez que chacune — *1905*, sur la première Révolution russe; l'*Avènement du Bolchevisme*, sur Octobre 1917 ; *Terrorisme et Communisme*, sur l'époque héroïque des Soviets ; *La Nouvelle Etape*, sur la Nep ; *Cours Nouveau* sur la crise de 1923 — constitue le document à la fois le plus vivant et le plus savant sur une des étapes de la prodigieuse épopée russe. Cette fois, c'est le « *stalinisme* » sous toutes ses formes et dans tous ses aspects, qui est nettement défini, caractérisé et expliqué.

L'avant-propos en pose déjà les bases : la dualité du pouvoir dans le pays, pendant la deuxième étape de la

Révolution : le prolétariat, refoulé au second plan par ces « fractions de classes sociales », constituées par les fonctionnaires, et par la bourgeoisie rurale devenue de jour en jour plus redoutable, est désarmé théoriquement et politiquement. Par la duperie de la formule « le socialisme dans un seul pays » on apaise facilement les consciences des révolutionnaires résignés ou adaptés. En réalité, c'est le triomphe de l'esprit conservateur, du fonctionnaire petit bourgeois « *intimement convaincu que la Révolution l'ayant élevé au premier rang, elle a de ce fait accompli sa mission.* » Mais ce n'est pas encore la réaction capitaliste. C'est un régime de transition qui ne peut s'éterniser. Au 1er mai 1929, Trotsky — loin d'être le pessimiste que les orthodoxes disent — affirmant la possibilité pour la classe ouvrière de prendre les mesures nécessaires, de défense et d'attaque, trouve encore des raisons d'espérer dans le fait que le capitalisme, en tant que système mondial, n'est plus progressif. S'il doit cependant reprendre la Russie, celle-ci ne connaîtra pas la démocratie souhaitée par les socialistes. Le stalinisme, avec un probable changement d'équipe gouvernementale, aboutira au bonapartisme.

Mais s'il est vrai qu'un mouvement se définit en s'opposant, c'est dans sa lutte contre Trotsky et ses partisans que le stalinisme s'est le mieux précisé dans son écœurante malfaisance. Et chaque partie de l'œuvre de Trotsky — sa longue lettre à l'Institut historique du Parti et de la Révolution, les quatre discours qu'il a prononcés devant les plus hautes instances du Parti au moment où l'on préparait les mesures contre l'opposition, un petit pamphlet écrit de son lieu de déportation en Sibérie — marque une phase nouvelle du processus qui a « défiguré » la Révolution, en falsifiant son histoire, en déshonorant, en éliminant ses militants les plus sûrs et les plus solides, en subordonnant par tous les moyens la classe ouvrière et le Parti communiste à une clique d'aventuriers et de fourbes dont la lassitude des uns et la veulerie des autres assurent la domination.

Nous exagérons dans l'invective, pensera-t-on. Mais cette lettre de Trotsky envoyée à l'Institut historique « *à propos de la falsification de l'histoire de la Révolution d'Octobre, de l'histoire de la Révolution et de l'histoire du parti* », est un monument qui a la valeur documentaire et critique des « *Provinciales* » de Pascal. Et l'analogie est troublante. Il faut remonter jusqu'aux Pères Loriquets de la Compagnie de Jésus, pour rencontrer semblable déformation de la vérité, introduite jusque dans les manuels scolaires. (Voilà qui explique le mépris des hystériques de l'orthodoxie pour l'honnête livre d'histoire de la Fédération de l'Enseignement.) Mais si les Jésuites ont été aussi loin dans l'amoralité systématique, je doute qu'ils aient atteint cette grossièreté dans la falsification et le mensonge. Il fallait, n'est-ce pas, vulgariser cette idée que Lénine, avant et pendant la Révolution, eut comme principal objectif de combattre Trotsky. Celui-ci a si peu de peine à rétablir la vérité — en nous éclairant sur certaines heures des plus obscures de la Révolution — à prouver que ce sont les dirigeants actuels de la Russie qui ont troublé, par leurs erreurs et leurs mensonges l'agonie du maître, que l'on s'étonnerait du succès mondial des falsifications staliniennes si l'on ne savait qu'elles sont protégées par la censure à l'intérieur, et diffusées largement à l'extérieur dans une presse à tout faire.

Trotsky affirme que « *l'on a truqué des citations, dissimulé des sténogrammes, prohibé la diffusion de lettres et d'articles de Lénine, fabriqué des séries de citations tendancieuses, interdit, caché et brûlé des documents historiques* ». Et cette préparation morale achevée, les agents provocateurs et les matraqueurs créant l'atmosphère politique convenable, on put passer à la répression brutale.

Il n'y a pas, cependant, dans le livre que cette description des procédés de Staline. Nous y trouvons aussi l'expression des principales thèses de l'opposition — ou plutôt l'affirmation de leurs conclusions.

Sur les questions internationales, Trotsky n'a guère le temps, dans ses discours de prévenu, de développer sa pensée et de justifier ses opinions. Mais, lorsqu'il parle du régime intérieur russe, son éloquence abonde en notations originales, en interprétations nouvelles et séduisantes des vieux problèmes. Lénine ne parlait ou n'écrivait que pour apporter des solutions et des résultats, et les enfoncer à coups de marteau dans les têtes les plus dures. Chez Trotsky, au contraire, la pensée nous entraîne par son mouvement même et nous arrête sur des sommets d'où nous prenons conscience de découvertes inattendues. C'est par là qu'il est le plus passionnant des écrivains et des orateurs. Face à une assemblée hostile et houleuse, qui n'a aucune répugnance pour les méthodes fascistes, ses paroles sont visiblement destinées au public qu'il entrevoit derrière ces « murs de fronts fermés ». Il ne se défend pas, il n'attaque qu'avec dédain, il commente la situation, et sans aucun artifice oratoire, sans aucun effort vers le paradoxe, il attire l'attention sur des aspects insoupçonnés des phénomènes qu'il analyse. En quelques phrases il va, par exemple, balayer deux formules souvent lancées du haut des tribunes françaises : celle de « *l'Etat ouvrier absolu* » et celle « *du bloc de la Révolution* ».

« On n'a pas à rapprocher l'Etat russe de la classe ouvrière, dit-on, puisque cet Etat appartient déjà aux ouvriers. Il faudrait donc rapprocher la classe ouvrière d'elle-même. » Rien de plus contraire au marxisme qu'un tel raisonnement. C'est considérer l'Etat et la classe ouvrière comme deux grandeurs immuables dont on a fixé l'identité par une formule algébrique. La situation serait ainsi stabilisée pour toujours. Au contraire, Etat et classe sont en pleine évolution. « *L'Etat ne peut* DEVENIR *vraiment et à fond un Etat ouvrier que par un travail gigantesque de critique, d'amendement, d'amélioration.* » Trotsky indique en six mots, ce qu'un critique marxiste doit toujours tenter, en toutes circonstances : déterminer « *dans quels sens s'opèrent les processus* », quelle est la tendance des mouvements étudiés.

Et cette phrase à l'emporte-pièce dûe à un vieux journaliste et politicien : « La Révolution est un bloc » ? Combien de fois l'avons-nous entendue, au milieu de flots de démagogie tumultueuse. En 1928, ce fut autour d'elle que se déroulèrent les discours de Bernard et de Rollo, au Congrès de l'Enseignement. Et Dommanget, l'homme des Etudes robespierristes, pouvait l'entendre sans protester. Non, la Révolution française — et Trotsky le démontre une fois de plus — ne fut pas un bloc. Nous n'avons pas le droit de confondre, même pour les besoins de la polémique, les avocats feuillants ou girondins des grands armateurs et des grands bourgeois du Sud-Ouest, les aventuriers de la Compagnie des Indes, les Jacobins du Comité de Salut Public, les Enragés des sections ouvrières et les pourris de Thermidor.

Il ne s'agit pas de répéter, avec une âpreté bovine, que l'on déporte aujourd'hui en Russie comme on guillotinait hier en France. Il s'agit, et Trotsky pose la question, de savoir qui l'on guillotinait, qui l'on déporte. Sans doute, en Russie, les mouvements sont plus lents, parce qu'ils entraînent des masses plus denses. Mais il ne faut pas se dissimuler qu'en période révolutionnaire, la décadence est toujours plus longue, moins directe que l'ascension. La Révolution jacobine, du 10 août 1792 au 9 thermidor 1794, a duré à peine deux ans. Il fallut plus de cinq années pour aboutir à Brumaire, et dans cette période transitoire, si l'on guillotina Babœuf, on fusilla aussi des royalistes. Ainsi Staline, aujourd'hui, donne des coups de barre à gauche... mais qu'il le veuille ou non, sa direction est à droite.

C'est dans le petit pamphlet de la fin du livre, lettre adressée à un contradicteur bienveillant, que nous retrouvons le mieux le Trotsky ironique et savoureux, aux larges associations d'idées. Ce contradicteur, il le définit comme un petit bourgeois « moyen » qui comme tous ses semblables « *ne peut pas mener de politique sans y ajouter des mythes, des légendes, voire même des cancans ; qui a toujours besoin d'une source donnant continuellement naissance à une espèce de force démoniaque.* » Pour certains, cette source est le fascisme ; pour d'autres, les étrangers, les métèques ; pour beaucoup, les Juifs, etc... Pour les « citoyens moyens » de Russie, c'est le trotskysme. Et si la « super-industrialisation » aboutit à un gaspillage prodigieux (dont nous trouvons dans cette lettre des exemples suffisamment instructifs) c'est la faute à... Trotsky.

Ainsi, ce brave Rykov demanda, il y a quelques années, au Bureau Politique de voter la fermeture des usines Poutilov; et ce même Rykov proposa au XVe Congrès du Parti Communiste, une résolution condamnant Trotsky,,, pour avoir, entre autres crimes, accepté

ce projet de fermeture. Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable...

Ah ! ces braves citoyens moyens qui ne protestent pas, ici contre les exclusions, là-bas contre les déportations, partout contre les aventures condamnées dans le secret de leur conscience, qui croient en une sorte de fatalité devant laquelle il faut plier... provisoirement, comme nous les connaissons bien! Ils sont légion, dit Trotsky. Oui, c'est une légion internationale, cette majorité compacte (pour reprendre l'expression ibsénienne), qui subit tout sans comprendre ou sans vouloir comprendre, qui ne sort de sa passivité que pour lapider les gêneurs de toutes les oppositions.

En son sein, les « débrouillards » confessent qu'il y a quelque chose de pourri. Mais, n'est-ce pas, la fin justifie les moyens...

Formule commode que Trotsky balaie encore : « *La fin doit être une fin de classe révolutionnaire, historique ; alors, les moyens ne peuvent pas non plus être déloyaux, malhonnêtes, répugnants. Car la déloyauté, la mauvaise foi, la malhonnêteté peuvent donner pour un temps des effets très* « UTILES », *mais si elles sont appliquées pendant une longue période, elles rongent la base même de la force révolutionnaire de la classe, la confiance à l'intérieur de son avant-garde.* »

Ce sera là la conclusion à laquelle nous nous arrêterons, nous autres, qui ne sommes pas, qui ne seront jamais des « trotskystes ». Justement peut-être parce que nous ne croyons pas à la souveraineté des remèdes purement politiques. Il faut que la classe ouvrière, pour retrouver sa force révolutionnaire, fasse une cure de vérité et de probité. Il faut aussi secouer les membres de ces majorités veules, et les obliger brutalement, à droite et à gauche, à prendre d'eux-mêmes, *par eux-mêmes*, conscience des faits et de leur sort. C'est dans l'âme de chacun d'entre eux qu'il faut pourchasser et exterminer le « stalinisme » ! — Roger HAGNAUER.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Le Congrès de la Fédération Autonome des Fonctionnaires

Le Congrès extraordinaire de la Fédération Autonome des Fonctionnaires, qui s'est réuni le 11 novembre, a procédé à l'examen de deux questions : les traitements et l'orientation syndicale.

Piquemal a souligné que, posé depuis dix ans, le problème des traitements des fonctionnaires est loin d'être résolu : d'une part, les parlementaires, même socialistes et radicaux, se dérobent; d'autre part, l'opinion publique ne veut plus en entendre parler, une grande prévention contre toute amélioration des traitements des fonctionnaires a été provoquée par le système des acomptes et des augmentations par paliers.

Piquemal a montré la cruelle insuffisance des traitements des petits personnels et des personnels moyens. Des délégués des douaniers ont crié la misère de leurs camarades. L'Etat ne donne pas aux petits fonctionnaires les moyens de vivre, tandis qu'il augmente largement les traitement du personnel haut placé. Mieux, chaque jour le nombre des prébendes de la République s'accroît. Des indemnités nombreuses et importantes sont allouées aux hauts fonctionnaires. Piquemal en a donné des exemples frappants.

La revendication du salaire de base de 10.800 reste la première préoccupation de la Fédération Autonome des Fonctionnaires. Nos camarades s'appuient sur l'article de la loi d'avril 1921 qui stipule que les traitements des fonctionnaires doivent être augmentés en proportion de l'indice général des prix, c'est-à-dire du coefficient 6 (1.800 fr. en 1914- 10.800 en 1929). Le gouvernement, au mépris de la loi, prétend n'appliquer aux traitements des fonctionnaires que le coefficient monétaire, c'est-à-dire le coefficient 5 (0 fr. 20 en 1914-1 fr. en 1929).

Comment les fonctionnaires pourront-ils conquérir les 10.800 ? Il faudrait une action concertée de tous leurs groupements. Mais la scission rend cela très difficile, sinon impossible. La Fédération Autonome a fait à ses voisins de droite et de gauche de multiples propositions d'action commune. A droite, les confédérés lui ont toujours opposé un refus dédaigneux. A gauche, les unitaires avaient accepté, jusqu'à ces derniers temps, de collaborer avec elle. Mais, a déclaré Piquemal, « un nuage a surgi », une « brouille de ménage » s'est produite.

Si elle ne peut réussir à déterminer une action concertée, la Fédération autonome devra bien marcher seule. Elle poursuivra son action sur le Parlement — qui répond dégrèvements quand les fonctionnaires lui parlent traitements — et sur l'opinion publique. Elle accentuera les manifestations de rues, déjà entreprises à Paris, et dans les centres de douaniers. Elle lancera une souscription qui doit lui donner les moyens de développer sa propagande.

Les manifestations de rues sont des applications de l'action directe. « S'il le faut, a déclaré un délégué douanier, nous descendrons dans la rue avec nos femmes et nos enfants ! » Après les premières manifestations des douaniers, Chéron s'est précipité au téléphone pour demander une entrevue à Métayer, le secrétaire du syndicat.

Fenouil, représentant de l'opposition du Syndicat des Contributions indirectes (1), a approuvé les moyens d'action préconisés par Piquemal. Mais il a marqué que le coût de la vie a, dès à présent, largement dépassé le coefficient 6. Il ne faudrait donc pas se cristalliser autour des 10.800. A cela, Métayer et Piquemal ont répondu que les 10.800 ne sont évidemment qu'une étape, mais qu'il faut accomplir cette étape avant de penser à aller plus avant.

Voici la conclusion de la résolution votée par l'unanimité des délégués :

« Le Congrès... demande la simple application des dispositions de l'article 39 de la loi du 30 avril 1921 ;

« Revendique par priorité le haussement du traitement de base à 10.800 avec échelonnement suivant des coefficients dégressifs partant de 6 pour aboutir à 4 ;

« Estime qu'il est du devoir des pouvoirs publics de solutionner une bonne fois pour toutes le problème des traitements, autant dans l'intérêt des services d'Etat que dans celui des fonctionnaires ;

« Déclare que les organisations syndicales de fonctionnaires ont hâte de se libérer de la question des traitements qui traîne depuis dix ans, pour consacrer leur activité à d'autres problèmes, notamment la réforme administrative ;

« Décide d'accentuer l'action; donne mandat à la Commission Exécutive et au bureau de la Fédération Autonome de continuer les manifestations avec vigueur et de les élargir pour aboutir à la simple application de la loi. »

⁂

La discussion sur l'orientation syndicale devait montrer que ce n'est pas une simple « brouille de ménage » qui est survenue entre la Fédération Autonome et les organisations unitaires. Le rapporteur, Laplagne, secrétaire fédéral, a signalé la besogne destructive entreprise par le Cartel unitaire dans les départements où l'unité des fonctionnaires s'était réalisée ; de même, si le Cartel unitaire parle encore de front unique avec les fonctionnaires, c'est de front unique « par dessus la tête des chefs », c'est-à-dire par dessus la tête des militants de la Fédération Autonome.

« Nous pensions, a déclaré Laplagne, que la question d'orientation syndicale ne devait pas se poser. Mais nous sommes attaqués des deux côtés. A notre droite,

(1) Cette opposition, constituée sur une question de réorganisation administrative, a obtenu la majorité quelques jours avant le Congrès, dans la section de la Seine des Contributions Indirectes.

on disait que notre autonomie était de façade. Et voilà qu'à notre gauche on nous traite de réformistes et de social-traîtres. Il faut donc dégager la véritable figure de notre Fédération. »

La Fédération a refusé de participer à la Conférence du Cartel unitaire des Services publics (20 juillet) parce que cette Conférence sortait du cadre des 10.800. A l'ordre du jour figurait, en effet, la participation au Congrès ouvrier et paysan, qui devait préparer la « journée rouge » du 1er Août organisée par le Parti communiste. Voilà pourquoi les militants de la Fédération Autonome sont des « social-traîtres ». Voilà l'explication des attaques du pseudo « douanier havrais ». Et quand la Fédération Autonome organise des manifestations dans les rues de Paris, *l'Humanité* se garde bien de lui en reconnaître l'initiative. (Voir *l'Humanité* du 29 octobre).

Les militants de la Fédération Autonome des Fonctionnaires condamnent le « syndicalisme de projets de loi » de la vieille C.G.T., ils repoussent son « syndicalisme ministériel », sa « mystique démocratique ». Ils auraient aimé, d'autre part, ne pas avoir à critiquer la C.G.T.U., mais ils sont bien obligés de constater qu'elle a abandonné le terrain de l'indépendance du syndicalisme. Le rôle dirigeant du Parti communiste a été proclamé par la majorité du dernier Congrès de la C.G.T.U. Lourde faute !

Laplagne a indiqué que la Fédération Autonome des Fonctionnaires restait fidèle à la Charte d'Amiens, et que c'est autour de cette Charte que l'unité syndicale devait se refaire un jour.

On aurait pensé que les douaniers du Havre et d'autres lieux de *l'Humanité* se livreraient à la grande offensive que, du reste, ils avaient annoncée. Mais non. En son nom personnel, Fenouil se borne à exprimer la crainte d'une nouvelle scission dans la C.G.T.U. (1). Novaro approuve la ligne de conduite suivie jusqu'alors et que Laplagne propose de continuer. Métayer déclare que ce ne sont pas les partis qui doivent dominer le syndicalisme, mais le syndicalisme qui doit dominer les partis. « Il faut que le syndicalisme soit aussi ferme devant les partis que devant le gouvernement. » Marti dénonce le caractère odieux des attaques des dirigeants communistes qui prétendent que la réintégration de Piquemal est pour la Fédération Autonome un prix de sagesse. Ces attaques continueront demain. Pourquoi, demande Marti, n'ont-elles pas trouvé un seul interprète dans ce Congrès ?

Alors se lève un auditeur. C'est Beaujard, auteur d'un des articles de *l'Humanité*. Membre du Syndicat des Indirectes, il demande à intervenir, quoique n'étant pas délégué. Le Congrès est tellement désireux de faire justice des accusations colportées contre Piquemal et ses amis qu'il décide d'entendre Beaujard. Il écoute dans le silence l'élève de Bobigny qui récite sa leçon, mais qui se garde bien d'apporter les preuves demandées. Beaujard intervient, dit-il, en sa qualité de militant du Parti Communiste pour défendre la position de la C.G.T.T. Selon lui, la C.G.T.U. a fait un pas en avant, lors de son Congrès, et la Fédération fait, elle, un pas en arrière. Il faut s'appuyer sur la C.G.T.U. car, livrée à elle-même, la Fédération Autonome ce n'est pas grand' chose.

Ramard condamne la méthode employée par la C.G.T.U. et le Parti contre les militants de la Fédération Autonome, mais, néanmoins, il pense qu'il y a quelque chose qui doit être « redressé ».

Marti, en répondant à Beaujard, souligne le fiasco du 1er Août à Tours. 200 manifestants. Le lendemain, *l'Humanité* en annonçait 3.000. Des militants unitaires des Services publics s'étaient défilés. Un de ceux qui étaient présents s'était fait raser les moustaches pour ne pas être reconnu.

Métayer déclare que les militants unitaires des Services publics ne peuvent faire marcher leurs troupes et qu'ils veulent faire marcher celles de la Fédération Autonome.

Piquemal clot la discussion par un appel pour l'unité de la Fédération Autonome. Il ne veut pas s'arrêter aux attaques des Unitaires qui, dit-il, nous attristent. Il ne veut pas juger la Révolution russe sur ses « sous-produits » de France, sur ceux qui ont installé 120, rue Lafayette, un chantier de démolitions. « Nous restons unitaires, et nous restons révolutionnaires ». Piquemal invite, en terminant, tous les militants à participer à l'action.

Après quoi, la résolution proposée par Laplagne — dont nous donnons le texte aux Documents — est adoptée à l'unanimité. Il y a quatre abstentions. Ce sont les voix de l'organisation représentée par Ramard.

⁂

La Fédération Autonome des Fonctionnaires affirme ainsi sa volonté de maintenir son indépendance et de travailler à la reconstitution de l'Unité syndicale. Son Congrès terminé, les attaques de *l'Humanité* reprennent de plus belle. Mais elles trouveront difficilement un écho parmi les petits fonctionnaires avant tout soucieux de mettre fin à leur misère présente. Il faut souhaiter qu'elles n'entravent pas l'action que va entreprendre la Fédération Autonome, comme il faut regretter que les militants unitaires des Services publics aient brisé le front unique des exploités de l'Etat. Les militants vraiment unitaires de la C.G.T.U. dénonceront cette conséquence néfaste de la subordination des Syndicats au Parti communiste, ce « chantier de démolitions ».

M. CHAMBELLAND.

(1) Fenouil a omis de rappeler la volonté maintes fois exprimée par la minorité de rester, quoi qu'il arrive, dans la C.G.T.U.

Les démolisseurs à l'œuvre

Non, nous ne pouvons pas appeler cela une bataille de tendances. Depuis le Congrès confédéral, les attaques redoublent contre la minorité de la C.G.T.U. De jour en jour, elles se font plus venimeuses. Cela n'a rien de la lutte idéologique. Tous les moyens sont bons, et tous les moyens sont utilisés par les dirigeants communistes de la C.G.T.U. pour « avoir la peau » des minoritaires.

Nous ne nous laisserons pas faire. Nous développerons la propagande de nos idées. Nous travaillerons à l'organisation de nos forces à l'intérieur de la C.G.T.U. Nous répondrons aux démolisseurs par des faits et par des arguments.

Les Ports et Docks et la victoire de Nantes

Nos camarades de la Fédération Unitaire des Ports et Docks ne manqueront pas de faire le récit de la grève de Nantes et de leur mouvement de 24 heures du 26 octobre.

La grève de Nantes est maintenant terminée. Menacés d'une diminution de salaires, les dockers de Nantes ont obtenu, après une résistance opiniâtre, une augmentation de 2 francs par jour. C'est un succès. Il n'y a aucun bluff à l'affirmer, lorsqu'on sait que la grève traînait en longueur, et que les grévistes devenaient de moins en moins nombreux; beaucoup d'entre eux avaient trouvé du travail ailleurs que sur le port. La Fédération Unitaire des Ports et Docks a pris le mouvement en mains alors que l'issue en était plus que douteuse. Par sa grève générale de 24 heures, elle a ranimé les énergies, elle a amené les patrons à composer. Elle est parvenue à conduire ce mouvement à bonne fin.

Les dirigeants communistes n'ont pas facilité sa tâche. En pleine grève, ils ont lancé dans *l'Humanité* l'épithète de briseurs de grève à la figure d'Engler et de Nazzi, ne craignant pas de jeter la perturbation dans un mouvement déjà pas très brillant. Mais quand on crache en l'air, le crachat vous retombe sur le nez. *L'Humanité* s'est vue obligée d'insérer un ordre du jour de protestation voté par l'assemblée des grévistes, lesquels déclaraient qu'Engler et Nazzi avaient à Nantes une attitude parfaitement correcte et qu'ils méritaient leur confiance.

La direction de la C. G. T. U. a repris à son compte les attaques anonymes de *l'Humanité*. Sans rien connaître de la situation de la grève, Gitton a écrit qu'il fallait dénoncer l'attitude réformiste de la Fédération Unitaire des Ports et Docks. On ne sait rien d'un mou-

vement, mais on a une opinion quand même. C'est qu'il faut à tout prix démolir Bour et Engler. On se sert d'une phrase extraite d'un *projet de lettre* au Préfet et parlant de « l'intérêt général de la ville de Nantes ». Car, bien entendu, dans aucun mouvement, aucun militant orthodoxe n'a jamais employé un argument de ce genre et n'a cherché ainsi à rendre la grève sympathique à l'opinion publique. De cela, la direction confédérale en est bien sûre.

Pour le mouvement de grève de 24 heures des dockers, *l'Humanité* et la direction confédérale (c'est la même chose, car la direction confédérale approuve tout ce qui passe dans *l'Humanité*), ont eu deux attitudes successives. Au lendemain de la grève, mouvement magnifique, belle manifestation de solidarité, etc... Puis, l'on se reprend, c'est l'adversaire de tendance qui a lancé ce mouvement, donc il faut le condamner. Et ce sont alors les critiques : mouvement mal préparé, anarchique, etc. Par principe, tout mouvement non dirigé par des communistes doit être un échec, même quand il est victorieux. Il y a, du reste, le complément; tout mouvement dirigé par des communistes est une victoire même quand c'est le plus lamentable des fiascos. Pour un mouvement mal préparé, anarchique, avouez que c'est tout de même un résultat d'avoir fait se dresser les dockers de Dunkerque, de Rouen, de Bordeaux, de Marseille, etc..., aux côtés de leurs frères de Nantes. C'est tout de même un résultat d'avoir obtenu que les autonomes de Brest et les confédérés de Bordeaux se joignent au mouvement décidé par la Fédération Unitaire. Nous souhaitons aux dirigeants communistes de réussir aussi bien dans leurs mouvements ordonnés selon la plus savante des stratégies.

On raconte que lorsque la nouvelle de la fin de la grève de Nantes parvint à la « Vie Sociale » de *l'Humanité*, les « rédacteurs » de la dite « Vie Sociale » étaient embarrassés pour faire leur papier, car ils manquaient de renseignements. Le brillant Raveau décida qu'il fallait un papier quand même, et, le lendemain, *l'Humanité* tapait de nouveau sur la Fédération Unitaire des Ports et Docks.

Le Congrès de l'Union Etat

Ce n'est pas cette année que les dirigeants communistes « auront » l'Union du Réseau Etat. Ils avaient fait un effort de grande envergure cependant. Le bureau fédéral des cheminots avait publié dans *la Tribune* un contre-rapport opposé au rapport de l'Union. Les secrétaires fédéraux avaient parcouru les syndicats. Gitton, secrétaire confédéral, Demusois, Thomas et Jacquet, secrétaires fédéraux, étaient venus au Congrès de Nantes. Sans parler d'un message de Milu, message qui voulait être outrageant pour les militants du Réseau Etat, mais qui n'outrageait que son auteur.

Première douche, les dirigeants communistes furent par deux fois battus, avant le Congrès, dans l'assemblée générale du Syndicat de Paris-Rive Droite, le Syndicat de Monmousseau.

Seconde douche, le Congrès donna une majorité de près de 11.000 voix à la direction de l'Union Etat.

Les dirigeants communistes déclarent à présent que ce sera pour l'année prochaine, et il est bien certain qu'ils vont accentuer leur travail de démolition. Vont-ils aboutir dans les autres syndicats du réseau au résultat qu'ils ont brillamment obtenu dans celui de Sotteville où les effectifs ont diminué de près de 50 %? Les militants de l'Union Etat veilleront au grain. Leur Commission Exécutive a publié une résolution indiquant très nettement sa volonté de ne pas laisser se faire ce travail de désagrégation. Ils veilleront avec d'autant plus d'énergie qu'ils savent que l'ordre de les « démolir » vient de haut, de très haut.

La dérobade communiste au Gaz de Paris

La situation du Syndicat du Gaz de Paris devient tout à fait sérieuse, même dramatique. Aux dernières nouvelles, les candidats minoritaires au secrétariat et à la Commission Exécutive sont élus par plus de 1.400 voix aux élections dans les groupes. Mais les communistes avaient lancé le mot d'ordre de ne pas voter, comptant ainsi, les malins, bloquer les abstentionnistes habituels avec leurs sympathisants.

Ces élections dans les groupes ont eu lieu après une série de péripéties qui montrent les communistes prêts à tout pour régner coûte que coûte sur le syndicat.

Ils ont d'abord repoussé les deux assemblées, matin et soir, permettant à tous les syndiqués de participer à la discussion et au vote. Ils ont fait décider une seule assemblée, à 18 h. 15, et ils prétendaient même interdire aux minoritaires d'y présenter leurs candidats. Cette assemblée — réunie le 30 octobre — ne donna aucun résultat précis, ni au vote à mains levées, ni au vote par bulletins. Les communistes demandèrent la convocation de la Commission Exécutive — ce qui montre tout à fait clairement qu'ils ne se considéraient pas comme élus par l'assemblée. A la Commission Exécutive, ils proposèrent les deux assemblées qu'auparavant ils avaient repoussées. Les minoritaires proposèrent le vote dans les groupes. La proposition minoritaire fut adoptée. Les communistes se trouvaient donc battus.

Mais ils ne s'inclinèrent pas. Se dérobant, ils prétendirent alors se considérer comme élus par l'assemblée du 30 octobre et refusèrent de participer au vote dans les groupes. A la réunion de la fraction communiste, Dubois déclara qu'il fallait repousser le vote dans les groupes parce qu'on était sûrs d'être battus. C'était bien la dérobade, avec le calcul machiavélique de compter pour soi les abstentionnistes habituels.

Que va-t-il se passer? Les candidats minoritaires sont élus de la façon la plus régulière. Le devoir le plus élémentaire des communistes était de participer aux élections dans les groupes. Vont-ils interdire aux minoritaires de remplir leur mandat? Vont-ils continuer à semer la perturbation dans ce beau syndicat, à jeter les usines les unes contre les autres? Vont-ils faire exclure le syndicat de la C. G. T. U.?

A l'heure présente, tout est possible, même le pire, et les minoritaires du Gaz auront fort à faire pour éviter que l'organisation ne sorte démolie de la tourmente.

L'assemblée du Livre-Papier parisien

L'assemblée générale du Syndicat unitaire du Livre-Papier se réunit le 24 novembre, à 14 heures, à la Grange-aux-Belles, pour élire son Conseil central, et la bataille de tendances fait rage. Deux listes sont en présence, celle du Conseil sortant et celle de l'Opposition — sur laquelle les syndiqués partisans de l'indépendance du syndicalisme se compteront tous.

Schumacher, secrétaire de la Fédération Unitaire du Livre, est membre de ce syndicat ; dans son article du *Livre-Papier*, il rappelle que les membres du Conseil central avaient été nettement battus au premier vote de l'assemblée de septembre qui eut à discuter du Congrès confédéral. Mais, par un excès de scrupule, que l'intéressé qualifie lui-même de sottise, Schumacher demanda à l'assemblée de procéder à un second vote. Dans l'intervalle, de nombreux syndiqués avaient quitté la salle, et le second vote fut douteux.

Les communistes ont donc grand'peur que le Syndicat leur échappe le 24 novembre, et ils mobilisent toute leur artillerie, la grosse et la petite. La déformation de la pensée de leurs adversaires ne leur répugne point ; ils affirment que les minoritaires, Schumacher en tête, veulent désagréger le Syndicat d'Industrie par le retour de la Section des lithographes au Syndicat corporatif.

Schumacher leur répond en ces termes :

...Il est pour le moins drôle d'entendre les fripons crier au voleur, car il est indiscutable que si les communistes n'avaient pas cherché à mettre la main sur nos syndicats, personne n'aurait parlé de quitter notre organisation parisienne. C'est donc eux, uniquement, qui sont les responsables de ce courant regrettable. Qu'ils en fassent leur « mea culpa » !

Il est certain que le Bureau syndical actuel a commis des fautes à l'égard des lithographes en les privant de réunions corporatives, mais ces fautes ne se renouvelleront plus s'ils restent parmi nous pour combattre les politiciens démolisseurs. Débarrassés de leur direction actuelle, les lithographes, à l'égal de toutes les autres catégories, doivent trouver au syndicat d'industrie la liberté la plus large, compatible avec les intérêts généraux de tous les travailleurs du Livre-Papier, dont ils sont solidaires devant un patronat uni.

Le 24 novembre, les ouvriers du Livre-Papier parisien assisteront tous à leur assemblée générale; ils préserveront leur syndicat des démolisseurs.

L. MINO.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

VENDREDI 25 OCTOBRE. — Daladier est chargé de former le ministère.

SAMEDI 26. — Grève générale de 24 heures des dockers unitaires par solidarité avec leurs camarades de Nantes.

DIMANCHE 27. — Le groupe parlementaire socialiste accepte la participation au pouvoir offerte par Daladier. — Le Conseil national du Parti est convoqué d'urgence.

— André Marty est élu, dans le XIIIe, conseiller municipal de Paris.

— Manifestations de la Fédération Autonome des Fonctionnaires dans les rues de Paris.

Tchéco-Slovaquie. — Elections générales ; recul du Parti communiste.

LUNDI 28. — Péjoux et Malo, emprisonnés du « complot », sont mis en liberté provisoire.

Etats-Unis. — Nouvelle baisse importante à la Bourse de New-York.

MARDI 29. — Le Conseil National Socialiste repousse, par 1.590 mandats contre 1.450, la participation au pouvoir.

— Daladier continue ses démarches pour former le ministère, mais, à la suite d'une savante manœuvre de Briand, il abandonne.

MERCREDI 30. — Clémentel est chargé de former le ministère.

JEUDI 31. — Echec de Clémentel; Tardieu est appelé à l'Elysée.

Angleterre. — Réduction d'un demi pour cent du taux de l'escompte.

Pologne. — Conflit entre la Diète et les officiers de Pilsudski.

SAMEDI 2 NOVEMBRE. — Tardieu a constitué son ministère.

ALLEMAGNE. — Le référendum des nationalistes obtient le chiffre de voix nécessaire pour qu'il y ait plébiscite sur le plan Young.

DIMANCHE 3. — A Paris, élections prud'homales ; plusieurs conseillers confédérés sortants sont battus par les candidats unitaires.

— Les organisations syndicales des P. T. T. protestent contre une circulaire de Germain-Martin rendant le personnel responsable du mauvais fonctionnement des services.

MARDI 5. — *Pologne.* — Ajournement de la Diète pour un mois.

Angleterre. — Les Communes votent la reprise des relations diplomatiques avec la Russie.

JEUDI 7. — Débuts du ministère Tardieu devant les Chambres ; la déclaration ministérielle annonce des dégrèvements.

— La Fédération postale confédérée décide de rompre les relations avec le ministre Germain-Martin.

Angleterre. — La conférence des mineurs ayant décidé de recommander les propositions du gouvernement, Herbert Smith et les délégués du Yorkshire quittent la salle.

VENDREDI 8. — Les dockers de Nantes obtiennent une augmentation de 2 francs par jour et décident de reprendre le travail.

SAMEDI 9. — Tardieu obtient 79 voix de majorité à la Chambre.

Une déclaration de la C. E. de l'Union Etat

Après le Congrès de Nantes, la Commission Exécutive de l'Union du Réseau Etat a publié, dans *Le Cheminot de l'Etat*, une déclaration que nous tenons à reproduire in-extenso :

Grâce au travail opiniâtre de tous ses militants, grâce aussi à leur valeur combative, notre Union de Réseau avait obtenu une situation prépondérante au sein de notre Fédération et avait pu s'imposer à nos dirigeants.

Nos effectifs, contrairement à certaines autres Unions et malgré la compression du personnel, allaient, chaque année, en croissant, et avaient atteint au 1er janvier 1929 le chiffre de 24.148 contre 9.000 en 1922.

En publiant le rapport moral du dernier exercice, la C. E. de l'Union était donc en droit d'attendre des syndicats non seulement une approbation unanime comme les années précédentes, mais encore les suggestions nécessaires pour continuer l'œuvre si bien entreprise jusqu'à ce jour.

Or, brusquement et sans aucune raison, les permanents du Bureau fédéral, obéissant aveuglément aux ordres de la fraction syndicale centrale du Parti Communiste, se livrèrent à une attaque insensée contre la direction de l'Union Etat.

Ce furent, d'abord, par la voix de l'*Humanité* et de la *Vie Ouvrière*, les calomnies les plus ignobles, les insinuations les plus grossières lancées contre nous.

C'est ainsi qu'on a pu lire, dans l'*Humanité* du 10 octobre, un article signé du Bureau fédéral débutant comme suit : « *Pour faire échec à Dautry, la direction réformiste du Réseau Etat doit être battue...* »

Ensuite, le Bureau fédéral envoya à nos syndicats un « contre-projet » aussi mensonger que ridicule.

Enfin, partout les membres du P. C. reçurent l'ordre de prendre position contre le rapport moral de l'Union.

Ceci nous permit d'assister, dans certains syndicats, au spectacle suivant : Le rapport moral avait été adopté à l'unanimité, soit en réunion de bureau, soit en comité général ou conseil syndical, et même dans certains centres, avec des félicitations pour l'excellent travail fourni par les militants de l'Union. Cependant, quelques jours après, en assemblée générale, ces mêmes camarades se dressaient violemment contre nous et invitaient les adhérents à repousser le rapport moral.

Le poison de la calomnie avait fait son chemin.

Pour couronner cette offensive de grand style, un secrétaire confédéral, trois secrétaires fédéraux, plusieurs secrétaires d'Unions furent envoyés à notre Congrès avec mission de s'y imposer.

Notre Congrès a réagi vigoureusement contre de tels procédés et, par 17.076 voix contre 6.420 et 140 abstentions, s'est prononcé pour le rapport moral de l'Union, et, en même temps, pour l'indépendance du syndicalisme.

Nous disons : « *Pour l'indépendance du syndicalisme* », car c'est bien sur cette question que se sont élevés nos différends, puisque, sur le travail administratif de notre Union, pas plus que sur son action et sa propagande, rien n'a pu nous être reproché.

Alors que la « Charte de notre C. G. T. U. » était formelle à ce sujet, que partout et en toutes circonstances les militants de notre organisation — fussent-ils secrétaires fédéraux ou confédéraux — avaient toujours affirmé l'indépendance du mouvement syndical, alors que tous avaient vivement protesté contre les allégations des confédérés lorsqu'ils nous représentaient comme étant soumis aux ordres du P. C., il a plu à certains de faire avaler d'un seul coup à la masse la reconnaissance du *rôle dirigeant du P. C.*

Nous avons déclaré nettement que c'était là violer la « Charte de la C. G. T. U. » et soulever des questions d'ordre politique à l'intérieur de nos syndicats.

Si le nom du P. C. a été prononcé, ce n'est donc pas notre faute, mais celle des dirigeants actuels de ce Parti qui se trouvent être, en même temps, à la tête de notre C. G. T. U.

A nouveau, nous affirmons ne pas être les adversaires de ce Parti; nous nous déclarons même toujours partisans de réaliser des accords circonstanciels comme le prévoyait la résolution de Bourges, mais nous n'acceptons pas qu'on nous dirige. *Seuls nos syndiqués et nos syndicats ont le droit de nous commander.*

Forts de l'appui que vient de nous donner le Congrès de Nantes, nous continuerons sans faiblesse notre travail syndical et révolutionnaire.

Nous souhaitons, cependant, que le Bureau fédéral et le Bureau confédéral arrêtent là leur besogne criminelle de dénigrement à notre égard.

La période présente demande autre chose qu'une telle lutte fratricide.

Elle exige que, de toutes parts, nous fassions front contre l'adversaire qui n'est pas dans nos rangs, mais à la tête des Compagnies, à la tête du Gouvernement.

Pour notre part, fermement résolus à occuper notre temps et notre activité à la défense des intérêts de nos mandants et respectueux du mandat que vient de nous donner le Congrès de Nantes, nous invitons tous nos syndicats à nous seconder dans l'agitation et dans l'action que nous aurons à entreprendre pour l'aboutissement de nos légitimes revendications.

A l'œuvre donc :

Pour l'augmentation des salaires,
Pour les 21 jours de congé,
Pour les 10 % de gratifications,
Pour le respect des huit heures,
Pour la carte gratuite à tous les agents,
Contre la rationalisation,
Contre la répression.

Les membres de la C. E. :

RAMBAUD, RAFIER, TEURQUETIT, BAUDU, CIAVATTI, BALLUAIS, BONNAUD, BOSQUE, HARD, JOURDAN, PRADEAU, REVERDY, SIMON, SCHAFER.

⁂

La résolution d'orientation des Fonctionnaires

Voici le texte de la résolution d'orientation votée par le Congrès extraordinaire du 11 novembre de la Fédération Autonome des Fonctionnaires. Nous publions par ailleurs le compte rendu de ce Congrès :

Le Congrès rappelle qu'à son Congrès constitutif du 12 février 1928 et aux Congrès des 12 et 13 novembre 1928, la Fédération Autonome avait manifesté d'une façon formelle son intention d'observer par devers les Centrales ouvrières, et tous les partis politiques, une autonomie absolue ;

Rappelle, en outre, que ses représentants qualifiés ont, en toute circonstance, affirmé cette position de neutralité ;

Il déclare vouloir conserver à la Fédération Autonome la ligne que les Congrès précédents lui ont donnée ;

Il insiste à nouveau, cette année, sur l'attachement de la Fédération Autonome à l'indépendance du mouvement syndical, seule formule susceptible de réaliser le syndicalisme de masse;

Le Congrès affirme, une fois de plus, son accord avec les principes contenus dans la Charte que le syndicalisme français s'est donnée, en 1906, à Amiens ;

Il estime que cette charte, qui prévoit les moyens à employer pour la lutte quotidienne en vue de la défense des revendications immédiates, et qui implique en même temps la lutte nécessaire pour la suppression du salariat et du patronat, peut et doit satisfaire tous ceux qui se sont attachés à la défense du prolétariat ;

Il s'élève contre ceux qui essaient de donner au syndicalisme de la Fédération Autonome une autre définition.

Le Congrès.

Estimant, en outre, que les divisions du monde du travail qui ne font que croître à mesure que la C.G.T. s'enlise de plus en plus dans le syndicalisme intégré, et que la C.G.T.U. accepte la domination du parti communiste, nuisent à la réalisation des revendications des travailleurs ;

Renouvelle la position ferme qu'il avait prise antérieurement sur le problème de l'unité ;

Il estime que le moment est venu où le syndicalisme indépendant peut travailler efficacement à la reconstruction de l'unité ouvrière, et mandate les organismes réguliers de la Fédération Autonome pour se rapprocher de tous les éléments confédérés et unitaires qui poursuivent le même but.

⁂

Les mineurs confédérés contre la rationalisation

Les mineurs sont loin de partager, à l'égard de la rationalisation, l'admiration de Spinasse ou de Dubreuil. La Fédération confédérée a pris, lors de son Congrès tenu à Marseille, une résolution dont voici l'essentiel :

Le Congrès dénonce avec force les procédés de rationalisation institués dans les mines et dont les résultats se sont traduits par une aggravation des conditions de travail des ouvriers mineurs, dont les douloureuses conséquences se sont traduites par de graves catastrophes qui ont frappé la corporation minière.

Il dénonce également avec véhémence les tentatives de certaines compagnies visant à violer la journée de huit heures dans les mines.

Le Congrès déclare sans ambiguïté que si de pareilles méthodes d'exploitation continuaient, aggravant les conditions de travail et l'insécurité des mineurs, en les dénonçant à l'opinion publique, la Fédération n'hésiterait pas, pour protester contre de telles mesures, qui vont à l'encontre de l'organisation méthodique de travail, à demander aux mineurs de se dresser de toutes leurs forces et par tous les moyens contre les compagnies minières.

Le Congrès, pour marquer sa force et sa ferme volonté d'en finir avec une pareille situation, décide le principe d'une manifestation de toute la corporation, qui devra se traduire par une suspension de travail, et dont le Conseil national aura charge de fixer la date et la durée.

Commentant cette résolution, Georges Dharnes a signalé, dans le *Populaire* du 20 octobre, les méfaits de la rationalisation dans les mines :

On s'accorde maintenant à reconnaître que l'organisation scientifique du travail ne peut pas se confondre avec l'esclavagisme scientifique du capitalisme. On s'accordera bientôt pour dire que la coopération entre les forces du travail et celles du capital, envisagée par quelques personnes charitables comme une panacée, est bien difficile à réaliser.

Les mineurs réunis à Marseille ont dit qu'ils étaient disposés à appliquer la grève générale si l'état de choses dont ils ont à se plaindre ne cessait pas bientôt.

De quoi se plaignent-ils? Ils se plaignent du fait que les patrons miniers abusent scandaleusement du mot rationalisation, pour appliquer aux mineurs des brimades, des vexations et des pratiques de commandement en usage dans les pénitenciers. Les mineurs se plaignent encore du fait que la loi de 8 heures est l'objet de violations constantes et de mutilations systématiques.

Evidemment, nous sommes loin de cet Eldorado où l'on a pu supprimer les cloisons de verre qui séparaient les ouvriers des cadres techniques et administratifs en vue d'agglutiner les classes dans le faisceau de la production. Dans la mine, il n'y a pas de cloison de verre ; il y a des porions qui parcourent les chantiers pour y propager la menace et y semer l'effroi ; il y a que ces porions exigent à coups d'abois que les mineurs produisent et surproduisent ; il y a que ces méthodes, dissimulées derrière un paravent scientifique, accroissent le nombre des catastrophes minières et des accidents mortels. Il y a que les mineurs en ont assez et qu'à leur Congrès de Marseille ils ont pris une décision sérieuse à laquelle feront bien de réfléchir et les maîtres charbonniers et les pouvoirs publics.

⁂

Trotsky en France et les communistes

Il y a plusieurs mois, des bruits avaient couru, suivant lesquels les dirigeants communistes français auraient fait des démarches en vue d'obtenir du gouvernement qu'il refusât à Trotsky l'autorisation de venir en France. N'ayant pu, à l'époque, obtenir de renseignements sur la nature de ces bruits, nous n'avions pas cru devoir en faire état.

Mais, depuis, l'ex-conseiller de l'ambassade russe, Bessedovsky, a fait à un journal russe de Paris des déclarations que nous croyons devoir reproduire d'après le *Populaire* du 15 octobre :

A peine la presse eut-elle annoncé que Trotsky, désireux de se rendre en France, demandait le visa, que Bouthonnier, secrétaire général intérimaire du parti communiste, vint à l'ambassade. Au cours d'un entretien avec Dovgalevsky (ambassadeur) et moi, il nous supplia d'intervenir et de demander au Quai d'Orsay un refus contre Trotsky. Sinon, disait-il, il se produira

une catastrophe, le parti communiste se désagrégera, Trotsky deviendra le noyau de l'opposition et vous, ajouta-t-il, vous perdrez vos uniques alliés en France. « Vous devez nous aider, vous devez exiger que les autorités françaises empêchent l'arrivée de Trotsky ! »

Nous n'avons pas pu donner à Bouthonnier une réponse précise, continue Bessedovsky,et nous promîmes de demander des instructions à Moscou. Mais deux jours après, une nouvelle visite eut lieu. Cette fois, Bouthonnier était accompagné de Marcel Cachin. Durant deux heures, ils essayèrent de persuader Dovgalevsky qu'il était de son devoir de protéger le parti communiste français contre Trotsky avec l'aide des autorités françaises. Nous télégraphiâmes à Moscou : que faire?

Moscou répondit : « Ne vous mêlez pas de cette affaire ! L'attitude de la France vis-à-vis de l'U.R.S.S. est telle que votre protestation auprès du Quai d'Orsay contre le visa de Trotsky peut avoir des résultats contraires. »

Cachin, dans l'*Humanité* du 15 octobre, et Bouthonnier, dans celle du lendemain, ont opposé à ces déclarations un démenti catégorique, qualifiant de pure invention les démarches qui leur étaient prêtées.

Enregistrons affirmation et démenti, constatons qu'il y a des menteurs. Et attendons...

NOUS AVONS REÇU :

ANDRÉ LEBEY : *Disques et Pellicules*, 15 fr. (Valois).

GUSTAVE DUPIN (ERMENONVILLE) : *L'Art d'accommoder les peuples*, une brochure.

GEORGES MICHON : *Les conventions maritimes postales devant le Parlement français*, 25 fr. (Rousseau).

J. STEINBERG : *Als ich Volkskommissar War* (Piper et C°, Verlag, Munich).

LÉON LEGAVRE : *Le chemin des Hommes* (L'Eglantine).

ALEXANDRE POUCHKINE : *Poémes révolutionnaires*, 1 vol., 12 fr. (Les Revues).

J. DE GRUYTER : *Mac Donald et le Labour Party* (L'Eglantine).

ALINE : *Lénine à Paris* (Souvenirs inédits), 1 vol., 9 fr. (Les Revues).

ENTRE NOUS

Nous avons décidé de publier en brochure la magistrale étude que Félicien Challaye nous a donnée sur André Tardieu. Au moment où le « dieu des tares », la « providence des tarés », s'installe à la Présidence du Conseil, nous voulons montrer à l'opinion ouvrière et à l'opinion publique la vraie figure du responsable de la répression. Nous demandons à tous nos camarades d'organiser, dès maintenant et dans tous les milieux, la diffusion de cette brochure. Vendue dix sous, elle sera d'un placement facile. Nos amis nous adresseront leurs commandes sans tarder. Les organisations ouvrières de toutes tendances se préoccuperont de répandre, de faire lire et de faire circuler ce réquisitoire si complet contre l'homme que la bourgeoisie française n'a pas eu honte de placer au pouvoir.

ET LES 1.500 ?

Au cours de cette quinzaine, du 24 octobre au 7 novembre, nous avons reçu 23 abonnements nouveaux.

Meilleure quinzaine, par conséquent, que la précédente, pendant laquelle le permanent n'avait eu à faire que 13 fiches nouvelles.

Néanmoins, ce n'est pas encore ça. Notre objectif des 3 abonnements nouveaux par jour n'est pas atteint. Depuis janvier, le chiffre des abonnements nouveaux enregistrés pendant un mois n'a même pas touché le plafond des 50; nous sommes montés à 48 en octobre, notre meilleur mois de l'année.

Comment parvenir aux 70 abonnements nouveaux par mois ? Comment accélérer notre marche vers les 1.500 abonnés ?

Nous sommes convaincus que ce serait chose facile si tous nos amis voulaient se donner seulement la peine de penser à nous recruter directement de nouveaux abonnés dans leur corporation et dans leur localité. Beaucoup n'auraient qu'à regarder autour d'eux pour apercevoir un, deux ou trois militants susceptibles d'être abonnés et qui ne le sont pas. S'ils ne peuvent ou ne veulent solliciter eux-mêmes l'abonnement, qu'ils se dépêchent de nous envoyer l'adresse de ces « possibles ».

Justement, près de 60 abonnements prennent fin avec ce numéro. Nous prévenons par lettre les camarades intéressés. Ils n'auront qu'à utiliser la liste jointe à notre envoi pour nous signaler leurs « possibles ».

Nous arriverons rapidement aux 1.500, si l'ensemble de nos camarades ne restent pas sourds à nos appels, s'ils se décident enfin à faire un effort pour :

1° le recrutement direct d'abonnés nouveaux ;

2° l'envoi de nouvelles adresses d'abonnés « possibles ».

NOTRE SITUATION FINANCIERE

L'amélioration signalée la dernière quinzaine s'est poursuivie. L'argent rentre mieux. Nous avons pu effectuer nos paiements de façon régulière. Il faut que cela continue. Les abonnés dont l'abonnement a pris fin en octobre ont encore quinze jours devant eux avant l'envoi d'un recouvrement postal. En renouvelant tout de suite, ils feront coup double ; ils nous permettront d'améliorer encore l'état de notre caisse, et ils nous éviteront les frais et le travail des recouvrements.

La souscription a produit 155 francs cette quinzaine. Nos amis penseront à elle, car la fin de l'année approche, et nous projetons d'éditer la table des matières de 1929, comme nous l'avons fait en janvier pour les quatre premières années de la R. P. D'où des frais supplémentaires que seule la souscription nous permettra de couvrir.

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 5; Seine, 2; Seine-et-Oise, 1; Bouches-du-Rhône, 1; Cantal, 1; Charente-Inférieure, 1; Côte-d'Or, 1; Hérault, 1; Isère, 1; Loire, 3; Haute-Loire, 2; Morbihan, 1; Vienne, 1; Haute-Vienne, 1; Suisse, 1. — Total : 23 abonnements nouveaux.

LES SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Labonne (Paris), 10; A. Jardin (Jura), 5; A. Pelletier (Paris), 10; G. Pelletier (Paris), 10; Autuche (Hte-Loire), 10; Roger Jullian (Hérault), 10; L. Fichez (Finistère), 10; Pillant (Côte-d'Or), 10; Guennec (Finistère), 5; Ch. Ballon (Indre-et-Loire), 10; Millet (Loir-et-Cher), 3; G. Durupt (Suisse), 20; L. Rivet (Loire), 10; Trouvé à la permanence, 10; Matray (Loire), 5 ; Ménard (Paris), 3; Anonyme (Haute-Vienne), 1; Croze (Paris), 10; Pandraud (Hte-Loire), 3. — Total : 155 fr.

LEURS PAROLES D'HIER

« Nous ne pouvons pas être d'accord avec Mahouy, dont la phraséologie radicale mais vide de contenu pratique contre le travail à la chaîne cache une impuissance absolue à lutter pratiquement contre les conséquences de ce travail à la chaîne et sert objectivement les intérêts des rationalisateurs.

« Notre position est bien nette. Nous disons : Nous sommes pour les principes de l'organisation scientifique du travail, y compris le travail à la chaîne, y compris la norme de production. »

O. RABATÉ.
(Congrès fédéral unitaire des Métaux de 1927.)

Le Gérant : M. CHAMBELLAND.
Impr. LABOR, 8, Bd de Vaugirard, Paris-XV°

A lire et faire circuler :

FÉLICIEN CHALLAYE

UN ASPIRANT DICTATEUR:

André Tardieu

« ... Un des obstacles que M. André Tardieu rencontre, c'est, en un certain nombre d'esprits, le souvenir de son passé. En dépit de la facilité avec laquelle s'oublient les pires scandales, l'individu ne peut se délivrer de l'auréole de mépris qui entoure sa face.

« Contribuons à la lutte contre la menace de dictature en rappelant, à l'aide de quelques textes incontestables, la carrière de cet homme, et, d'abord, les deux affaires auxquelles son nom reste indissolublement uni, l'affaire de l'Homs-Bagdad et celle de la N'Goko-Sangha. »

Félicien CHALLAYE.

Une brochure : *cinquante centimes*

Editions de la « Révolution Prolétarienne »
54, rue du Château-d'Eau, **PARIS** (10e)

Le 27 novembre paraîtra

Le Cri du Peuple

Hebdomadaire syndicaliste révolutionnaire
publié sous le contrôle du Comité pour l'Indépendance du Syndicalisme

Rédaction et Administration : 123, rue Montmartre, Paris (2e)

Le numéro : **50 centimes**

Abonnements : 6 mois, **10 fr.** ; 1 an, **20 fr.** — **Chèque postal** : René Deveaux 525-67 PARIS

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME N° 1

Lire et faire circuler :

Maurice CHAMBELLAND

Vers un nouveau Congrès d'Amiens

(Discours au Ve Congrès de la C.G.T.U.)

Introduction de Pierre MONATTE

Une brochure de 32 pages ..... 0 fr. 75

Les 100 exemplaires : 60 francs

DISCUSSION ET POLEMIQUE N° 3

IL FAUT LIRE :

Les Problèmes de la Révolution Prolétarienne

PAR FERNAND LORIOT

(Cette étude, qui ouvre la discussion sur des questions trop longtemps laissées dans l'ombre, doit être entre les mains de tous les militants)

Une brochure de 72 pages : 3 francs;

10 exemplaires : 20 francs